



RÉFLEXIONS SUR LA PAUVRETÉ ET LE SOUS- DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

2025

SERIE 1 - PARTIE 4: LE CABO VERDE

Par Spero MENSAH Ph.D

MAKEDA Intelligence

Cotonou, BENIN

www.makedaintelligence.org

PROBLÉMATIQUES DE LA PAUVRETÉ ET DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

SÉRIE 1, PARTIE 4 : LE CABO VERDE

A la suite du Bangladesh et du Burkina Faso, nous allons, dans cette Partie 4 de la série de la Première Publication, présenter les résultats de nos recherches et analyses sur le Cabo Verde.

4.3 CABO VERDE (POPULATION : 600 MILLE, PIB : 2.59 MD USD/2023)

Avec une superficie d'environ 4030 km² et la Capitale politique et économique à Praia, le Cabo Verde est un archipel situé dans l'océan Atlantique, à environ 674 km à l'ouest du Sénégal, 923 km de Guinée-Bissau, et à environ 2800. Km de Lisbonne (Portugal). Cet archipel a une population intérieure d'environ 600,000 habitants, et une densité de 131 habitants/km² qui est supérieure à la moyenne des pays de la CEDEAO, supérieure à celle du Sénégal (96 hab./km²), celle de la Côte d'Ivoire (101 hab./km²), et significativement plus élevée que celle de la Guinée-Bissau (60 hab/km²).

Le Cabo Verde est Composé de 10 îles principales et 5 îlots, répartis en deux groupes :

Groupe Barlavento (îles au vent) :

- 1.Santo Antão
- 2.São Vicente
- 3.Santa Luzia (inhabitée)
- 4.São Nicolau
- 5.Sal
- 6.Boa Vista

Groupe Sotavento (îles sous le vent) :

- 1.Maio
- 2.Santiago (la plus grande et la plus peuplée)
- 3.Fogo (avec le célèbre volcan Pico do Fogo)
- 4.Brava

Les 5 îlots notables, souvent associés aux îles principales :

- Ilhéu Raso (près de Santa Luzia, réserve naturelle)
- Ilhéu Branco (également proche de Santa Luzia)
- Ilhéu de Sal Rei (au large de Boa Vista)
- Ilhéu Grande (près de São Nicolau)
- Ilhéu de Cima (au sud de Brava)

Ces îlots sont généralement inhabités mais jouent un rôle écologique important, notamment pour la faune marine et aviaire.



Figure 4.3.1 : Carte Géographique du Cabo Verde

4.3.1 Brève Revue Historique

4.3.1.1 Fondation et Colonisation

Les îles du Cabo Verde, inhabitées avant l'arrivée des Portugais, sont découvertes vers 1460 par les navigateurs portugais Diogo Gomes et António de Noli avec la fondation en 1462 de Ribeira Grande (actuelle Cidade Velha), première ville européenne sous les tropiques. En 1496, le Cabo Verde devient officiellement une colonie de la couronne portugaise et aussi une plaque tournante du commerce triangulaire, servant de point de regroupement des esclaves africains avant leur départ vers les Amériques.

Les Portugais ont ensuite peuplé les îles avec des colons métropolitains et des esclaves africains, principalement venus de la région de l'actuelle Guinée-Bissau. Dans cette colonie, le Portugal appliqua le système des capitaineries héréditaires, divisant l'archipel en zones concédées à des nobles portugais chargés de leur développement en échange de privilèges fiscaux. Ce système, inspiré de Madère et des Açores, favorisa une gestion décentralisée mais inégale. Après la mise à sac en 1712 de Ribeira Grande par le corsaire français Jacques Cassard, la capitale est transférée à Praia en 1770.

Avec l'abolition de l'esclavage en 1876, le Portugal se désintéressa progressivement du Cabo Verde, concentrant ses efforts sur le Brésil puis l'Angola. La terrible famine de 1941-1948 au Cabo Verde qui tua près de 50 000 personnes (un tiers de la population), révéla l'indifférence criminelle des autorités coloniales et poussa à une émigration massive.

4.3.1.2 Population et Culture

Les îles du Cabo Verde étant initialement inhabitées la population résulta d'un mélange entre colons portugais, esclaves africains, et minorités juives ou autres Européens. Ce métissage donna naissance à une culture unique et relativement homogène, visible dans la langue (créole cap-verdien), la musique (batuque), et les traditions religieuses syncrétiques. Le portugais reste la langue officielle, mais le créole devint la langue vernaculaire dominante.

4.3.1.3 Amílcar CABRAL et la Lutte pour l'Indépendance

Amílcar Lopes Cabral, l'une des figures intellectuelles et révolutionnaires les plus marquantes des luttes de libération africaines est né le 12 septembre 1924 à Bafatá en Guinée portugaise (actuelle Guinée-Bissau) d'un père instituteur capverdien, Juvenal Cabral, et d'une mère couturière et commerçante. Il grandit dans une société coloniale profondément inégalitaire où les "assimilados" (métis culturels) occupaient une position intermédiaire entre les colons portugais et les populations autochtones descendants d'anciens esclaves.



Ingénieur agronome et révolutionnaire panafricaniste, Amilcar CABRAL et cinq compagnons (Luís Cabral, -futur premier président de la Guinée-Bissau après l'indépendance (1974-1980), Aristides Pereira, -futur premier président de la République du Cabo Verde (1975-1991), Abílio Duarte, Fernando Fortes, et Elisée Turpin) fondent clandestinement en Septembre 1956 le PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cabo Verde) sur la base des principes suivants :

1. Un Marxisme Adapté aux Réalités Africaines
2. Intégration panafricaine : Destin de la Guinée-Bissau et du Cabo Verde dans une vision binationale unique.
3. Primauté de la culture : "La libération nationale est nécessairement un acte culturel" avec la nécessité de renouer avec les cultures africaines précoloniales sans tomber dans le folklorisme. Il voyait dans la culture le socle de résistance à l'aliénation coloniale.
4. Théorie du "suicide de classe" : La petite bourgeoisie révolutionnaire doit "se suicider comme classe pour ressusciter comme travailleur révolutionnaire" – Son Discours de L'arme de la théorie à la Conférence tricontinentale de La Havane (1966) a influencé toute une génération de révolutionnaires. Ceci rejoint la pensée de Franz FANON - Les Damnés de la Terre (1961).
5. Rejet du dogmatisme : "La libération nationale n'est pas une marchandise d'exportation et chaque peuple doit trouver sa voie propre.
6. Construction de "l'homme nouveau" : La libération devait aboutir à une transformation anthropologique profonde des sociétés Africaines.

Le massacre, le 3 août 1959, de 50 dockers en grève par les forces coloniales amena CABRAL à considérer la nécessité d'une stratégie de Guérilla Innovante :

1. Ancrage paysan : Contrairement à l'orthodoxie marxiste centrée sur le prolétariat urbain, il s'appuie sur les masses rurales qu'il a étudiées lors de ses recensements agricoles.
2. Zones libérées : Dès 1965, il met en place dans les territoires contrôlés des structures préfigurant l'État postcolonial : écoles, dispensaires, "magasins du peuple".
3. Double lutte : Combinaison de la résistance armée et d'un intense travail diplomatique (ONU, Vatican, Tricontinentale)

Le PAIGC concentra la lutte armée principalement en Guinée-Bissau, avec une résistance pacifique, civile, et clandestine au Cabo Verde et une diplomatie internationale (ex. : plaidoyer à l'ONU en 1972) pour isoler le Portugal.

En 1972, le PAIGC contrôle les 2/3 de la Guinée-Bissau et proclame unilatéralement l'indépendance, avec la reconnaissance de l'ONU qui envoya une mission dans les zones libérées, légitimant ainsi le PAIGC.

Le 20 janvier 1973, Amílcar CABRAL est abattu à Conakry par d'anciens membres du PAIGC menés par Inocêncio Cani, en collaboration avec la police politique portugaise (PIDE) déterminée à décapiter le mouvement indépendantiste.

Nous souscrivons à l'analyse de l'historien Amzat Boukari-Yabara en soulignant que : "Avec Kwame NKRUMA, Nelson MANDELA, Habib BOURGUIBA, Amílcar CABRAL est probablement la personnalité politique de l'histoire des indépendances africaines la plus riche et la plus complète". Théoricien subtil, stratège militaire et humaniste visionnaire, il incarne l'idéal d'une libération à la fois politique, culturelle et existentielle. Il est vraiment dommage pour le Cabo Verde, pour l'Afrique, et peut-être l'Humanité que son assassinat nous a privés de le voir dans une fonction de leadership opérationnelle à la tête du Cabo Verde indépendant.

Après le coup d'état de la Révolution des Œillets (1974) au Portugal, les accords d'Alger (août 1974) reconnaissent l'indépendance de la Guinée-Bissau avec Luis CABRAL comme premier Président, suivie par celle du Cabo Verde le 5 juillet 1975 avec Aristides PEREIRA comme premier Président.

Pour souligner leurs contributions historiques, nous devons citer ici les nom et rôles des Pères Fondateurs de la République du Cabo Verde en 1975 :

1. Aristides Pereira

- Premier président du Cabo Verde après l'indépendance, il a dirigé le pays de 1975 à 1991 sous un régime de parti unique (PAIGC, puis PAICV après 1980).
- Co-fondateur du PAIGC avec Amílcar Cabral, il a joué un rôle central dans la lutte anticoloniale et la transition vers l'indépendance.

2. Pedro Pires

- Premier ministre du Cabo Verde de 1975 à 1991. Ancien commandant militaire du PAIGC, il a signé les accords de paix avec le Portugal en 1974 et supervisé la mise en place des institutions postindépendance.

3. Abílio Duarte

- Président de l'Assemblée nationale populaire, c'est lui qui a officiellement proclamé l'indépendance lors de la cérémonie au stade de Varzea à Praia.

4. **Amílcar Cabral** (figure posthume) : Malheureusement et tragiquement abattu le 20 janvier 1973 à Conakry

4.3.1.4 Les Régimes Politiques

Dans le Tableau 4.3.1, nous faisons un relevé chronologique des différents régimes ou systèmes politiques qui ont gouverné le Cabo Verde depuis les indépendances à nos jours.

Période	Système politique	Chefs d'État marquants/Premiers Ministres
1975-1991	République présidentielle (parti unique) PAIGC. En 1980, après un coup d'État en Guinée-Bissau qui a renversé Luís Cabral (demi-frère d'Amílcar Cabral), la branche cap-verdienne du PAIGC s'est séparée pour former le Parti Africain pour l'Indépendance du Cabo Verde (PAICV), mettant fin au projet d'union entre les deux pays. Jusqu'en 1990, le PAICV gouvernait le pays sous un système marxiste-léniniste. Sous la pression populaire et internationale, le multipartisme est instauré le 28 septembre 1990 et en avril 1990, des opposants au PAICV forment le Mouvement pour la Démocratie (MPD).	Aristides PEREIRA
1991-2001	1991 : Premières élections multipartites, fin du régime à parti unique (PAICV). Le 13 janvier 1991, les élections législatives et présidentielles voient la victoire du MPD avec 73 % des voix, mettant fin à 16 ans de domination du PAICV. Le 25 Septembre 1992, une nouvelle Constitution est adoptée, instaurant un régime parlementaire où le Premier ministre (chef de la majorité) détient l'essentiel du pouvoir exécutif, réduisant le rôle du président à celui d'un arbitre.	Antonio Mascarenhas Monteiro (Président)/ Carlos Veiga (1991-2000) ; António Gualberto do Rosário (2000-2001)
2001-2011	Démocratie plurielle. Alternance pacifique et constitutionnelle avec PAICV au pouvoir	Pedro Pires (Président)/ José Maria Neves (2001-2011)
2011-2021	Démocratie parlementaire (Alternance politique) MPD, avec Cohabitation PAICV	Jorge Carlos Fonseca (Président)/ José Maria Neves (2011-2016)/ Ulisses Correia e Silva (2016-2021)
2021- présent	Démocratie parlementaire PAICV au Pouvoir (Alternance) avec Cohabitation MPD	José Maria Neves/ Ulisses Correia e Silva (2021- présent)

Tableau 4.3.1 Relevé Chronologique des Régimes et Systèmes Politiques depuis 1975

Contrairement à la majorité des pays africains, le Cabo Verde n'a jamais connu un coup d'état militaire depuis son indépendance en 1975. C'est l'un des rares pays africains à avoir maintenu une **stabilité politique remarquable** depuis plus de cinq décennies et doit être considéré comme **un modèle de stabilité démocratique dominé par le MPD et le PAICV, avec l'Union Cap-verdienne Indépendante et Démocratique (UCID)** comme troisième force parlementaire. Force est donc de constater que :

- Pas de guerre civile, ni de renversement militaire
- Alternance politique pacifique depuis l'introduction du multipartisme en 1991
- Respect des institutions et des processus électoraux
- Transitions démocratiques régulières entre les deux principaux partis : le PAICV (gauche) et le MPD (centre-droit) et avec des Périodes de Cohabitation.

Notre avis personnel est que cette remarquable stabilité socio-politique vient du fait que le paysage politique est dominé par deux partis majeurs, le PAICV et le MPD avec l'UCID comme troisième force parlementaire. Un tel cadre évite la dispersion des messages politiques, l'émiettement des voix des électeurs et permet la constitution de masses critiques de leadership. Dans ce contexte, il est relativement plus facile de forger des consensus et de dégager des majorités sur des politiques de société.

Dans le Tableau 4.3.2, sont résumées les seules **trois révisions constitutionnelles majeures** du Cabo Verde depuis le **25 septembre 1992**. Certaines sections de la Constitution — comme celles sur **l'indépendance nationale, le pluralisme politique, le suffrage universel, et les droits fondamentaux** — sont des clauses d'éternité et ne peuvent pas être amendées,

Année	Nature de la révision	Détails
1992	Adoption de la Nouvelle Constitution	L'indépendance nationale, le pluralisme politique, le suffrage universel, et les droits fondamentaux sont les clauses d'éternité et ne peuvent être amendées.
1995	Révision partielle	Ajustements institutionnels et renforcement du pluralisme politique
1999	Révision partielle	Modifications liées aux droits fondamentaux et à l'organisation du pouvoir
2010	Révision partielle	Modernisation du cadre juridique, notamment sur les libertés et la gouvernance

Tableau 4.3.2 Révisions constitutionnelles depuis 1992

4.3.2 Revue des Ressources Naturelles et des Secteurs Economiques.

Le Cap-Vert, un archipel volcanique situé dans l'océan Atlantique, ayant des ressources naturelles limitées, souffre de limite structurelle d'expansion par son insularité et la taille de sa population. Cependant le pays a su capitaliser sur certains secteurs clés pour stimuler son économie et créer des emplois :

1. Tourisme côtier et maritime

- Représente environ 25 % du PIB et 40 % des emplois en 2024
- Exploite les plages, la biodiversité marine et les paysages volcaniques
- Attire plus d'un million de touristes par an

2. Économie bleue (pêche et ressources halieutiques)

- Potentiel de développement élevé grâce aux réserves halieutiques
- Contribue aux exportations (poissons transformés, mollusques, filets de poisson)
- Source d'emplois dans les zones côtières

3. Énergies renouvelables

- Objectif : 50 % du mix énergétique d'ici 2030 (contre 18 % en 2024)
- Investissements dans l'éolien et le solaire
- Création d'emplois dans la construction, la maintenance et la gestion des infrastructures

4. Exploitation du sel

- Activité traditionnelle sur certaines îles comme Sal
- Emplois locaux dans l'extraction et la transformation

5. Agriculture de subsistance

- Faible contribution au PIB (environ 5 %)
- Limitée par la rareté de l'eau et la faible fertilité des sols
- Présente surtout sur 4 des 10 îles pendant les saisons de pluie

Le Tableau 4.3.3 présente les contributions économiques de chacun des secteurs.

Secteur	Contribution au PIB	Part de l'emploi	Remarques clés
Tourisme	25%	40%	Moteur principal de croissance ¹
Économie bleue	10-15 % (estimé)	Élevée en zones côtières	Exportations halieutiques importantes
Secteur Informel	14-16%	65 000 à 75 000	Principalement composé d'activités artisanales, de commerce de rue, de services domestiques et de pêche artisanale.
Énergies renouvelables	Croissante	En expansion	Objectif stratégique pour 2030
Agriculture	5%	Faible	Vulnérable aux sécheresses
Exploitation du sel	Marginale	Localisée	Activité traditionnelle

Tableau 4.3.3 Impacts Économiques et Emplois

4.3.2.1 Le Secteur du Tourisme

Les Figures 4.3.2 et 4.3.3 ci-dessous, montrent les évolutions des revenus (\$USD Million) et contributions au PIB du Tourisme au Cabo Verde durant les périodes 1975 à 1991 (période d'économie socialiste, Marxiste-Léniniste) et 1992 à 2024 (période de démocratie parlementaire et économie libérale). Le tourisme n'était pas une priorité dans les premières décennies, en raison du sous-développement général (infrastructures, pénuries d'eau chroniques et électricité).

En 2024, avec près de 25% du PIB le Cabo Verde se classe ainsi au 11e rang mondial pour la dépendance de son économie au tourisme international, derrière des destinations comme les Maldives (37,95 %) ou Aruba (43,39 %) mais devant des pays comme l'Albanie (8,16 %) ou le Maroc (3,72 %).

Comparée à la moyenne mondiale en 2020 de 3,33 % du PIB, le tourisme est un pilier économique pour le Cabo Verde, comme pour plusieurs autres petites économies insulaires (ex. : Seychelles à 16,49 %, Antigua-et-Barbuda à 29,47 %).

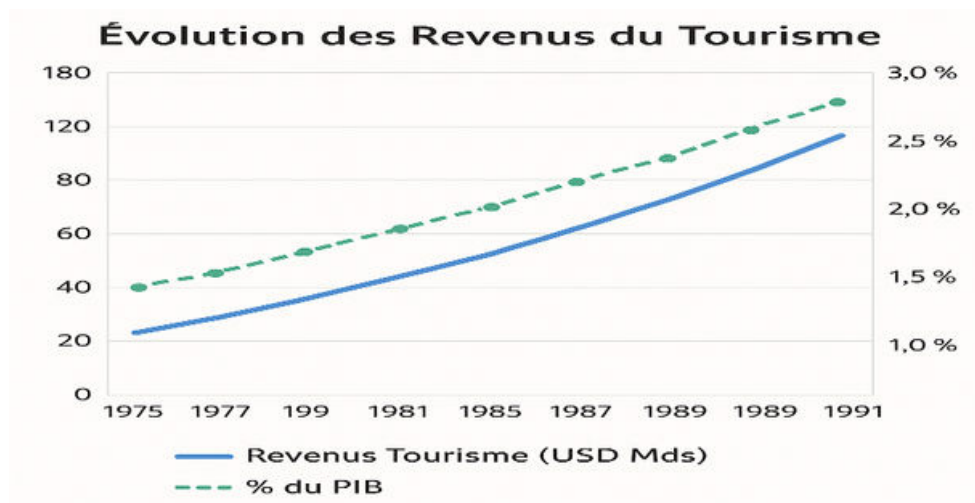


Figure 4.3.2 Période d'économie socialiste, Marxiste-Léniniste

Même durant la période d'économie socialiste, (Marxiste-Léniniste), le Tourisme a connu une croissance rapide avec des revenus qui ont été multipliés par 6 en 16 ans.

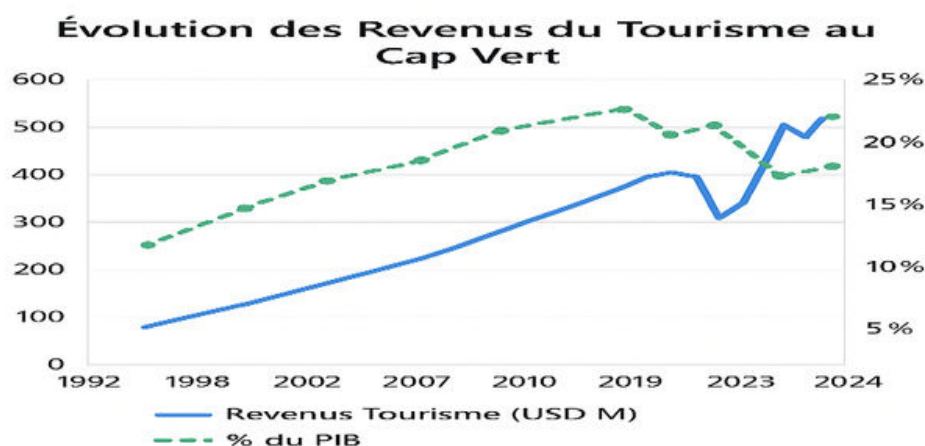


Figure 4.3.3 Période de démocratie parlementaire et économie libérale

Après la transition démocratique depuis 1992, le tourisme a continué de connaître une croissance spectaculaire. De 2014 à 2024, l'emploi dans le tourisme au Cabo Verde a connu une évolution dynamique, marquée par une croissance robuste avant 2020, un déclin brutal pendant la pandémie, et une reprise vigoureuse en 2023-2024. Le secteur reste un *moteur clé pour l'emploi et le développement économique, avec des estimations suggérant qu'il employait environ 78 000 personnes pour plus de 1.2 million de touristes en 2024. Le Tableau 4.3.4 montre une évolution du nombre d'Emplois dans le secteur touristique de 2014 à 2024.

Année	Nombre d'emplois	Commentaires
2014	55000	Croissance stable basée sur l'expansion touristique
2015	58000	
2016	60000	
2017	62000	
2018	65000	Pic d'arrivées touristiques (765 000).
2019	70000	Niveau pré-pandémique élevé
2020	68000	Baisse due à la COVID-19
2021	60000	Baisse due à la COVID-19
2022	65000	Augmentation des arrivées touristiques (284 611 au Q4 2022)
2023	70000	Reprise progressive : 347 173 arrivées au Q4 2023
2024	78000	Record d'arrivées (1.2 million) et création d'emplois

Tableau 4.3.4 Récapitulatif de l'évolution du Nombre d'emplois (Tourisme)

4.3.2.1.2 Caractéristiques, Avantages Compétitifs et Perspectives

Parce que le Cabo Verde bénéficie depuis plusieurs décennies d'un contexte socio-économique propice pour poursuivre son développement socio-économique, nous estimons nécessaire de faire ici un « deep dive » sur le secteur du Tourisme, qui est un pilier stratégique de son développement économique avec 25% du PIB en 2024 et présente encore un excellent potentiel de croissance. En effet il convient de se poser des questions sur les avantages compétitifs, de s'interroger sur la qualité des infrastructures, et la taille des marchés ciblés pour comprendre si les fruits porteront les promesses des fleurs.

Le tourisme au Cabo Verde bénéficie d'une combinaison unique d'avantages compétitifs qui en font une destination particulièrement attractive, notamment pour les marchés européens et africains :

Caractéristiques géographiques et climatiques

- Archipel de 10 îles : Chaque île a sa propre identité — plages à Sal et Boa Vista, montagnes à Santo Antão, volcan à Fogo, patrimoine à Santiago.
- Climat doux et ensoleillé : Environ 350 jours de soleil par an, idéal pour le tourisme balnéaire.
- Proximité avec l'Europe et l'Afrique de l'Ouest : facilite les connexions aériennes et les flux touristiques.
- Plages immaculées et biodiversité marine : propices à la plongée, au kitesurf, à la pêche sportive.
- Sites de nidification des tortues marines : attrait pour l'écotourisme et les voyageurs sensibles aux équilibres écologiques.
- Paysages volcaniques et sentiers de randonnée : parfaits pour le tourisme d'aventure et de nature.

Types de tourisms développés

- Tourisme balnéaire : Sal, Boa Vista et Maio attirent pour leurs plages de sable blanc et eaux turquoise.
- Écotourisme : En croissance sur les îles montagneuses comme Fogo, São Nicolau et Santo Antão.
- Tourisme culturel : Cidade Velha (Santiago), classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, est un site phare.
- Tourisme sportif et nature : Randonnée, plongée, planche à voile, voile, observation des tortues marines.

Origine des visiteurs

- Majoritairement européens : Royaume-Uni, Allemagne, Portugal, Belgique, France.
- Faible part de touristes américains ou africains, bien que cela va certainement évoluer avec des stratégies de marketing et de promotions bien ciblées.

Atouts culturels et naturels

- Multilinguisme : Le pays est lusophone, mais maîtrise aussi le français et l'anglais, ce qui permet de servir plusieurs zones géographiques (Europe, Afrique francophone, Brésil, Portugal, etc.).
- Musique capverdienne : Morna (inscrit au patrimoine immatériel de l'UNESCO) et coladeira, notamment à São Vicente.
- Infrastructure et accessibilité Héritage créole et lusophone : attire les amateurs de culture et d'histoire.
- Hospitalité locale : facteur clé de fidélisation des visiteurs.

Infrastructures et Accessibilité

- Développement concentré sur certaines îles (Sal, Boa Vista). Le Tableau 4.3.5 montre l'ampleur des infrastructures aéroportuaires avec 4 aéroports internationaux et desservis par plusieurs compagnies aériennes vers des destinations européennes, africaines et américaines.
- Facilitation des visas pour les citoyens de l'UE, des États-Unis et du Canada depuis 2019.
- Croissance des hébergements touristiques. En 2025, le Cabo Verde compte 16 hôtels en construction, totalisant 5 565 chambres. Cela place l'archipel dans le top 10 des pays africains avec le plus grand nombre de projets hôteliers derrière des géants comme l'Égypte (143 hôtels) et le Maroc (58 hôtels), mais devant des destinations comme la Tunisie ou le Kenya. Le Tableau 4.3.6 présente une comparaison sommaire des grands hôtels.

Aéroport (Code IATA)	Compagnie aérienne	Destinations principales	Notes
Amílcar Cabral (SID) (Sal)	Cabo Verde Airlines	Lisbonne, Paris, Boston, Washington	Compagnie nationale .
	TAP Air Portugal	Lisbonne, Porto	
	Transavia	Paris-Orly, Lyon, Marseille	Vols saisonniers .
	Luxair	Luxembourg	Vols saisonniers .
	Binter Canarias	Las Palmas de Gran Canaria	
	TUI Fly	Bruxelles, Amsterdam, Düsseldorf, etc.	Vols charters .
	easyJet	Lisbonne, Porto	Vols saisonniers .
	Air Senegal	Dakar	
Nelson Mandela (RAI) (Praia)	Cabo Verde Airlines	Lisbonne, Paris, Boston	Hub domestique .
	TAP Air Portugal	Lisbonne	
	Transavia	Paris-Orly	Vols saisonniers .
	Azores Airlines	Ponta Delgada	
	Air Senegal	Dakar	
	Royal Air Maroc	Casablanca, Bissau	
Aristides Pereira (BVC) (Boa Vista)	Cabo Verde Airlines	Vols intérieurs et internationaux	
	TUI Fly	Bruxelles, Amsterdam, etc.	Vols charters .
	Luxair	Luxembourg	Vols saisonniers .
	Transavia	Paris	Vols saisonniers .
Cesária Évora (VXE) (São Vicente)	Cabo Verde Airlines	Lisbonne, Boston	
	Autres compagnies régionales	Destinations régionales	

Tableau 4.3.5 Infrastructures Aéroportuaires du Cabo Verde

Hôtel	Classement	Île / Site	#Chambres	Prix (€)/Nuit	Particularités
Hotel Riu Palace Santa Maria		Sal (Santa Maria)	1000	180-250	Tout inclus, accès plage, animations
Hotel Hilton Cabo Verde Sal Resort		Sal (Santa Maria)	240	200-300	Luxe, spa, casino, vue mer
Hotel Riu Karamboa		Boa Vista	750	170-230	Resort tout inclus, proche des dunes
Meliá Llana Beach Resort & Spa		Sal	300	160-220	Adultes seulement, spa, plage privée
Meliá Tortuga Beach		Sal	286	150-200	Familial, piscines, appartements
Barceló Praia Cape Verde		Santiago	200	140-180	Urbain, proche centre-ville
Hotel Morabeza		Sal (Santa Maria)	140	130-170	Historique, charme local, plage
Ocean Suites		Sal	60	90-120	Boutique hôtel, ambiance intime

Tableau 4.3.6 Grands Hôtels du Cabo Verde

De plus Cabo Verde a mis en place un Plan Opérationnel 2022-2026 avec une stratégie de diversification et d'amélioration de l'offre caractérisée par :

- Tourisme résilient : le pays investit dans des infrastructures durables et des pratiques écologiques (énergies renouvelables dans les hôtels, gestion des déchets).
- Économie bleue : valorisation des ressources marines pour diversifier l'offre touristique et créer des emplois.
- Investissements dans les soins de santé : amélioration des infrastructures médicales sur les îles les plus visitées. Une initiative très rassurante pour les visiteurs.
- Augmentation du nombre de Touristes annuels : objectif d'attirer 1,2 million de touristes, avec une diversification vers le tourisme médical, de retraite, et de croisière.
- Expansion du tourisme au-delà des îles de Sal et Boa Vista : ce qui pourrait créer des emplois dans des régions moins développées.

4.3.2.2 Le Secteur de l'Economie Bleue

La figure 4.3.4 montre l'évolution des revenus (\$USD Million) de l'économie bleue au Cabo Verde (1992–2024). Nous n'avons pu obtenir des données quantitatives pour la période 1975 à 1991. L'économie bleue au Cabo Verde, centrée sur la pêche et les ressources halieutiques, joue un rôle crucial dans la sécurité alimentaire, l'emploi et les exportations.

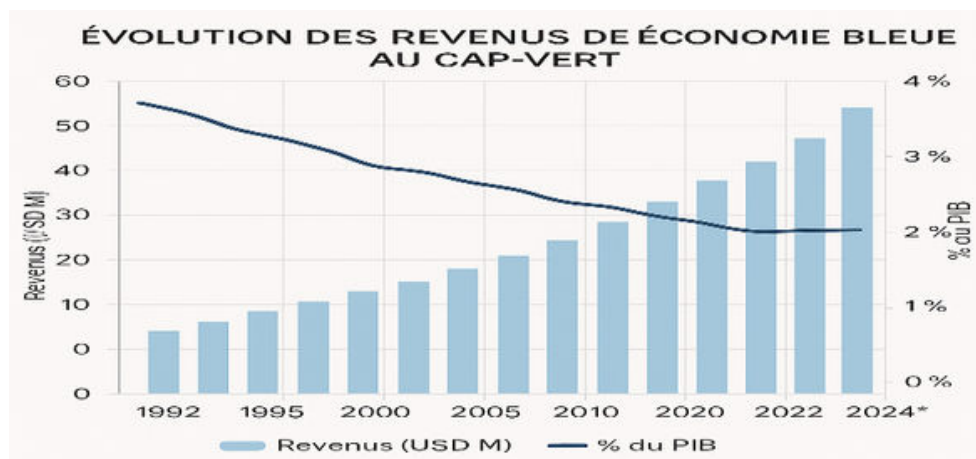


Figure 4.3.4 montre l'évolution des revenus de l'économie bleue (1992–2024)

Le Cabo Verde bénéficie d'une zone économique exclusive riche en biodiversité marine et a conclu des accords de pêche avec l'Union Européenne qui constituent une source majeure de revenus et représentent une initiative stratégique pour le futur.

4.3.2.3 Le Secteur Informel

Le secteur informel au Cabo Verde est principalement composé d'activités artisanales, de commerce de rue, de services domestiques et de pêche artisanale. Il joue un rôle important dans l'absorption de la main-d'œuvre, notamment en période de ralentissement économique ou de crise (comme celle liée à la COVID-19). Extrait des données disponibles selon les sources de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement le Tableau 4.3.7 montre pour les années 2014, 2020 et 2024 la part du secteur informel dans l'économie du Cabo Verde.

Année	Contribution estimée au PIB (%)	Estimation en USD (approx.)	Nombre d'emplois (approx.)
2014	12–15%	230–290 millions USD	50 000 à 60 000 emplois
2020	15–18%	270–320 millions USD	60 000 à 70 000 emplois
2024	14–16%	300–350 millions USD	65 000 à 75 000 emplois

Tableau 4.3.7 Part du secteur informel au Cabo Verde

Pour pouvoir apprécier et évaluer les efforts de réformes entreprises depuis une décennie, nous comparons la Part du Secteur Informel (USD, %PIB, Nombre d'emplois) dans l'économie du Cabo Verde en 2014, 2020, 2024 à 4 autres pays Africains à économie intermédiaire.

Pays	Année	% du PIB	Estimation en USD	Nombre d'emplois (approx.)
Cabo Verde	2014	12–15%	230–290 M USD	50 000–60 000
	2020	15–18%	270–320 M USD	60 000–70 000
	2024	14–16%	300–350 M USD	65 000–75 000
Sénégal	2014	40%	6,5 Md USD	3,2 millions
	2020	42%	8,2 Md USD	3,5 millions
	2024	40%	10 Md USD	3,5–3,7 millions
Ghana	2014	30%	11 Md USD	7,5 millions
	2020	28%	13 Md USD	8 millions
	2024	27%	15 Md USD	8,5 millions
Côte d'Ivoire	2014	41%	13 Md USD	6,5 millions
	2020	43%	17 Md USD	7 millions
	2024	45%	21 Md USD	7,5 millions
Maroc	2014	14%	13 Md USD	2,2 millions
	2020	13%	14 Md USD	2,4 millions
	2024	13.60%	15.5 Md USD	2,5 millions

Tableau 4.3.8 Comparatif du secteur informel (USD, %PIB, Emplois)

Nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

- **Le Sénégal et la Côte d'Ivoire** ont des secteurs informels très dominants, tant en part du PIB qu'en nombre d'emplois, ce qui reflète leur forte dépendance à l'économie informelle pour l'absorption de la main-d'œuvre.
- **Le Ghana** montre une légère baisse de la part du secteur informel dans le PIB, malgré une croissance du nombre d'emplois, ce qui indique une amélioration de la productivité.
- **Le Maroc** se distingue par une meilleure formalisation relative, avec une part informelle plus faible dans le PIB et une dynamique de transition vers le formel.
- **Le Cabo Verde** a un secteur informel modeste mais stable, représentant moins de 20% du PIB et employant une part significative de la population active. Malgré sa contribution à l'absorption de la main d'œuvre, le secteur informel reste peu intégré aux politiques fiscales et sociales, ce qui limite son potentiel de formalisation et de croissance inclusive.

5.0 ÉVALUATION QUANTITATIVE ET QUALITATIVE DES INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT.

5.1 ANALYSE DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES DE DÉVELOPPEMENT

Le Tableau 5.1 recapitule certains indicateurs de l'évolution économique du Cabo Verde depuis 2014.

	<u>Tableau 5.1 Cabo Verde: Evolution Indicateurs (2014-2023)</u>									
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<u>PIB 2014-2023 (\$Md USD)</u>	2.042	1.75	1.85	1.997	2.205	2.252	1.822	2.052	2.309	2.588
<u>PIB/Capita 2014-2023 (\$ USD)</u>	4178	3561	3749	4030	4432	4506	3649	4072	4443	4955
<u>Taux de Croissance du PIB (%)</u>	0.70%	0.90%	4.30%	4.60%	3.70%	6.90%	-20.80%	7.00%	17.40%	5.10%
<u>Taux de la Dette (%PIB)</u>	108.50%	116.80%	124.50%	125.70%	123.40%	118.50%	141.50%	144.60%	127.10%	113.80%
<u>Taux de l'inflation</u>	-0.20%	0.10%	-1.40%	0.80%	1.30%	1.10%	0.60%	1.90%	7.90%	3.70%

Avec des données qui proviennent de la Banque mondiale, le Tableau 5.2 montre une comparaison entre le Cabo Verde et quatre autres pays africains sur la capacité de l'état à assurer la collecte des recettes.

Année	Pays	PIB (USD)	Revenus (%PIB)	Revenus estimés (USD)
2014	Cabo Verde	2,041,930,125	24.00%	490,063,230
	Maroc	107,000,000,000	27.00%	28,890,000,000
	Tunisie	47,000,000,000	25.00%	11,750,000,000
	Ghana	38,000,000,000	20.00%	7,600,000,000
	Sénégal	15,000,000,000	20.50%	3,075,000,000
2020	Cabo Verde	1,821,565,618	21.40%	390,808,035
	Maroc	114,700,000,000	28.00%	32,116,000,000
	Tunisie	40,000,000,000	25.00%	10,000,000,000
	Ghana	72,000,000,000	17.50%	12,600,000,000
	Sénégal	24,000,000,000	21.00%	5,040,000,000
2024*	Cabo Verde	2,720,000,000	24.30%	660,960,000
	Maroc	154,430,000,000	28.50%	44,012,550,000
	Tunisie	53,410,000,000	25.10%	13,408,510,000
	Ghana	82,830,000,000	18.00%	14,909,400,000
	Sénégal	32,270,000,000	22.50%	7,260,750,000

Tableau 5.2 Revenus de l'État (%PIB et USD estimés)

Du Tableau 5.2, il ressort les constatations suivantes :

- **Maroc** : Forte capacité fiscale, avec des revenus dépassant 28% du PIB en 2024. Sa base économique diversifiée (industrie, agriculture, tourisme) soutient cette performance.
- **Tunisie** : Maintient une pression fiscale stable autour de 25%, malgré des défis budgétaires. Son ratio dette/PIB reste élevé.
- **Ghana** : Revenus publics plus modestes en %PIB (18% en 2024), mais en croissance absolue grâce à l'expansion du secteur extractif.
- **Sénégal** : Ratio stable autour de 21–22%, avec une dynamique positive liée aux investissements dans les infrastructures et l'énergie.
- **Cabo Verde** : Bien que plus petit en taille, il affiche une performance fiscale solide (24% du PIB), soutenue par le tourisme et les transferts extérieurs.

Conclusions sur les Indicateurs Macro-économiques

Comme nous l'avons exposé dans la section 4.3.2, le Cabo Verde, un archipel volcanique au milieu de l'Océan Atlantique, est un pays qui n'est pas particulièrement doté en ressources naturelles. De plus, le pays est, en raison de sa géographie et de son climat, l'un des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles causées par les effets du changement climatique.

Malgré cette situation apparemment peu favorable au développement, le Tableau 5.1 montre que le Cabo Verde est déjà en 2014 un pays à Revenu Intermédiaire.

En fait, déjà en Janvier 2008, la Banque Mondiale a classé le Cabo Verde dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Mais sur la décennie 2014-2024, les revenus de l'état ne représentent en moyenne que 24% du PIB. Dans l'avenir, ceci représente une piste d'amélioration.

En Juillet 2025, avec un PIB/Capita de près de \$5000 USD, la Banque Mondiale a reclassé le Cabo Verde dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Cette performance absolument remarquable doit être soulignée car, en dépit de sa taille (superficie et population), de son insularité, et de ses ressources naturelles limitées, le Cabo Verde est aujourd'hui le seul pays dans cette catégorie en Afrique de l'Ouest.

De l'analyse de l'évolution des Finances Publiques du Cabo Verde en termes des revenus et des charges de la dette publique, présentée dans la Figure 5.1 ci-dessous, nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

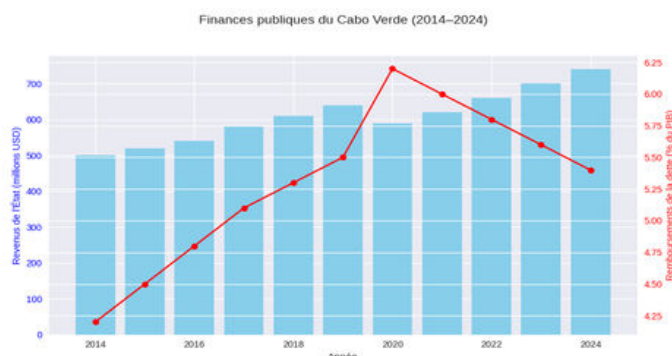


Figure 5.1 Evolution des revenus et des Charges de la Dette Publique (2014–2024)

- **Tendance générale** : Soutenus par le tourisme, les transferts des expatriés et une meilleure mobilisation fiscale, les revenus de l'État ont augmenté d'environ 48% sur la décennie, tandis que les charges de la dette ont fluctué autour de 5–6% du PIB.
- **Point critique** : L'année 2020 marque un pic de tension budgétaire, avec une baisse des recettes et une hausse des remboursements.
- **2024** : Les prévisions indiquent une reprise soutenue, avec des revenus en hausse et une légère baisse du poids de la dette.

De plus, le déficit budgétaire a été stabilisé autour de -2% du PIB en 2024, grâce à une hausse des recettes et une maîtrise des dépenses.

5.2 LE SYSTÈME EDUCATIF

Le Cabo Verde a un secteur public fort, où l'éducation et la santé jouent un rôle central. Depuis les indépendances, le pays a mis en œuvre plusieurs réformes dans le secteur de l'éducation : Refonte des curricula (2009) et "universitarisation" de la formation des enseignants (2012) pour améliorer la qualité. Le système éducatif est structuré en trois niveaux :

1. **Préscolaire (4-6 ans)** : Facultatif et géré par les municipalités/ONG, avec des inégalités d'accès. Un débat existe pour l'intégrer à l'éducation de base obligatoire.
2. **Enseignement de base (6-12 ans)** : Gratuit et obligatoire, divisé en cycles de 2 ans. Le portugais est la langue d'enseignement, malgré la diglossie avec le créole cap-verdien, ce qui pose des défis pédagogiques. Taux de scolarisation primaire : Proche de 100 % en 2010, mais avec des abandons précoces, surtout chez les filles dans les zones rurales.
3. **Enseignement supérieur** : Développé à partir des années 2000, surtout privé et concentré sur les îles de Santiago et São Vicente, limitant l'accès pour les moins aisés.

Le Système Educatif du Cabo Verde présente plusieurs succès et forces que nous résumons ci-dessous :

- **Taux d'Alphabétisation élevée** : Avec 60 % en 1975, 87 % en 2010, et plus de 90% aujourd'hui, le Cabo Verde a le Taux d'Alphabétisation le plus élevé de toute l'Afrique de l'Ouest.
- **Universalité et gratuité de l'enseignement de base** : L'école de base est obligatoire et gratuite pour les enfants de 6 à 12 ans, favorisant l'accès à l'éducation pour tous.
- **Parité filles/garçons** : Les filles représentent 48 à 52 % des effectifs scolaires, avec une légère surperformance académique dans le secondaire
- **Investissement public significatif** : L'éducation représente entre 23 % et 27 % du budget de l'État, soit environ 5,4 % du PIB, ce qui témoigne d'un engagement fort en faveur de l'éducation.
- **Durée moyenne de scolarisation élevée** : En moyenne, les élèves cap-verdiens passent 13,2 ans dans le système éducatif, ce qui est remarquable pour un pays insulaire en développement.
- **Présence d'universités et de centres de formation** : L'Université du Cabo Verde (Uni-CV) et plusieurs établissements privés offrent une diversité de formations, notamment sur les îles de Santiago, São Vicente et Fogo.

En dépit de ces succès, il existe des faiblesses persistantes qui retiennent l'attention des responsables du système éducatif :

- **Qualité et pertinence de l'enseignement** : Malgré les efforts, les performances des élèves restent faibles à tous les niveaux, avec des lacunes dans l'acquisition des compétences clés pour le développement durable.
Lecture : Moins de 50 % des élèves cap-verdiens en fin de cycle primaire atteignent le niveau minimal de compétence en lecture. **Mathématiques** : En fin de premier cycle du secondaire, moins de 40 % des élèves maîtrisent les compétences de base en mathématiques. Il est important de remarquer que ces chiffres sont inférieurs à la moyenne des pays à revenu intermédiaire, et indiquent une difficulté persistante à garantir les acquis fondamentaux
- **Formation et statut des enseignants** : Le processus d'« universitarisation » de la formation des enseignants est en cours, mais il reste des défis liés à la revalorisation de leur carrière et à leurs conditions de travail.
- **Inégalités d'accès selon les îles** : Bien que chaque île dispose d'écoles primaires et secondaires, l'accès à l'enseignement supérieur reste concentré sur quelques îles, ce qui limite les opportunités pour certains élèves.

- **Taux d'abandon scolaire élevé chez les groupes vulnérables** : Selon une étude de l'UNESCO, **plus de 40 % des enfants** qui commencent l'école primaire au Cabo Verde **n'atteignent jamais la dernière année du cycle primaire**, ce qui représente 2 enfants sur 5. Les groupes les plus touchés par l'abandon scolaire incluent : (Les enfants en situation de handicap ; Les enfants des rues; Les enfants d'immigrés ; Les jeunes issus de milieux défavorisés ; Les filles dans certaines zones rurales)
- **La pandémie de COVID-19 a aggravé la situation** : En Afrique subsaharienne, **près de la moitié des élèves** n'ont eu **aucun accès à l'apprentissage à distance**, ce qui a particulièrement affecté les groupes vulnérables au Cabo Verde. Nous voulons souligner ici que, à l'avenir, les Infrastructures et Outils d'apprentissage à distance vont représenter des vecteurs d'accélération d'acquisition de connaissance et de formation continue.

Les autorités ont pris la mesure de ces faiblesses et des initiatives sont en cours pour l'éducation préscolaire gratuite, l'élimination des barrières architecturales dans les écoles, améliorer la qualité des apprentissages, et promouvoir une éducation équitable, en lien avec les Objectifs de Développement Durable (ODD4

5.3 LE SYSTÈME DE SANTÉ

Les données disponibles (2020) montrent que l'état du Cabo Verde consacre 4.9% du PIB, environ 9-11% du budget national au système de santé. Ceci est en dessous de la moyenne mondiale (~10 %) mais au-dessus de certains pays africains.

Le Système de santé Educatif du Cabo Verde présente plusieurs succès et forces que nous résumons ci-dessous :

- **Accès aux soins** : **80 %** de la population vit à moins de 5 km d'un centre de santé (données 2010).
- **Ratio médecins/habitants** : Environ **1 médecin pour 2 500 habitants** (2010), contre **1 pour 10 000** en 1975, grâce aux formations locales et à la coopération internationale.
- **Mortalité infantile** : Réduite de **60 à 20 pour 1 000 naissances** entre 1975 et 2010 et diminution de 50 % au cours de la dernière décennie
- **Couverture vaccinale** : **90 %** pour les enfants (2010) et 96 % des enfants reçoivent le vaccin DTC3 avant l'âge d'un an.

En dépit de ces performances louables, il existe des faiblesses persistantes qui retiennent l'attention des responsables du système de santé.

- **Inégalités géographiques et sociales** : Comme presque partout en Afrique subsaharienne, Les zones rurales sont souvent sous-desservies et Les populations vulnérables ont un accès limité aux soins de qualité.
- **Qualité des services variable** : Jusqu'à 40 % des patients signalent des problèmes : délais d'attente, manque de personnel qualifié.
- **Nombre d'îles avec hôpital central bien équipé** : Principalement 2 : Santiago (Praia) avec plus de 50% de la population et São Vicente (Mindelo)
- **Faible fiabilité du diagnostic** : Certains patients préfèrent se faire soigner à l'étranger, faute de confiance dans les diagnostics locaux.
- **Financement limité** : Le budget alloué au secteur reste insuffisant pour répondre aux besoins croissants.

Il apparaît donc que malgré des progrès notables en santé publique, les disparités régionales et sociales restent marquées. Précisément, le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) vise à améliorer l'équité, la qualité des soins et la performance du système

5.4 CONCLUSIONS INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES

Les indicateurs macro-économiques de la Section 5.1, les avancées des réalisations dans le système éducatif (section 5.2) et dans le système de la santé (Section 5.3) confirment que le Cabo Verde est entré dans le corridor du développement socio-économique qui ne veut laisser aucun citoyen sur la voie vers une prospérité partagée.

Nous présentons ici un résumé des éléments clés qui ont favorisé cette transition exceptionnelle :

- **Croissance du PIB** : Surtout depuis la mise en place d'une démocratie pluraliste, le pays a connu une croissance économique régulière, soutenue par les investissements étrangers et les envois de fonds de la diaspora.
- **Développement du tourisme** : Le secteur touristique, qui en 2024 pèse 25% du PIB, est devenu un pilier majeur de l'économie capverdienne, attirant des visiteurs européens et stimulant les recettes en devises.
- **Amélioration des infrastructures** : Routes, ports, infrastructures aéroportuaires, télécommunications et accès à l'électricité, avec un taux d'électrification de 95%, ont été renforcés, facilitant les échanges et l'investissement.

- **Investissement dans le capital humain** : Le gouvernement a mis l'accent sur l'éducation avec un taux d'alphabétisation de plus de 90%, la santé et la formation professionnelle.
- **Taux d'Inflation Bas** : le Taux d'inflation a été généralement maîtrisé, à cause des mécanismes d'arrimage à l'Euro
- **Les Réformes** : Le pays a mis en œuvre des réformes structurelles (plan PEDS-II) avec l'appui des Nations Unies, réduisant le chômage à 10,3 % et la pauvreté à 15 % en 2023.

Le FMI a récemment (février 2025) souligné la croissance économique robuste du Cabo Verde, portée par le tourisme et les exportations, avec une projection de croissance potentielle de 4,8 % d'ici 2029. Cependant, des défis persistent, notamment la Dette publique qui, déjà en 2014 dépassait 100% du PIB, a littéralement explosé durant la crise du COVID-19 (141.5% en 2020 et 144.6% en 2021) avant de retomber à 113.8% en 2023. Il est néanmoins important de souligner que cette Dette extérieure détenue à plus de 70% par des créanciers officiels, réduit les risques de marché. En comparaison, des pays comme le Ghana ou la Zambie ont connu des crises de dette avec des créanciers privés et des restructurations complexes.

A cause des performances macro-économiques, généralement appréciées par les Institutions en développement, les réformes et efforts consentis par le Cabo Verde dans la gestion des finances publiques, Standard & Poor's (S&P) a relevé la notation de B- à B en 2024, avec une perspective passée de "Stable" à "Positive" en août 2025, ce qui assurément, indique une confiance accrue dans la gestion économique du pays.

Cependant cette notation B place toujours le Cabo Verde dans la catégorie spéculative ("junk"), avec des coûts d'emprunt plus élevés sur les marchés internationaux et indiquant une capacité limitée à faire face aux engagements financiers, surtout en période de crise économique. Néanmoins, la perspective positive reflète des efforts pour améliorer la stabilité fiscale et la croissance.

Pour conclure cette section sur l'analyse des indicateurs économique du développement, il convient de souligner ici que contrairement au Burkina Faso, le Cabo Verde a évité les dérives autoritaires du régime du parti unique après les indépendances et a pleinement profité d'une remarquable stabilité politique avec des alternances constitutionnelles pour déclencher une dynamique économique de progrès, portée principalement par l'état et de plus en plus accompagnée par les forces conjuguées du secteur privé et de l'aide internationale.

6.0 POLITIQUES OU INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT

Avant d'analyser les politiques et initiatives de développement, il est important de rappeler le contexte historique particulier de la Guinée-Bissau, du Cabo Verde et du PAIGC, Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cabo Verde. Fondé en 1956, le PAIGC a été le champion de la lutte pour l'indépendance conjointe des deux territoires avec l'objectif de former un État unifié après la décolonisation. Cette vision était ancrée dans l'idéologie panafricaine de Cabral, qui considérait les deux territoires comme des "républiques sœurs" partageant une histoire coloniale commune. Cependant, en septembre 1974 pour la Guinée Bissau, et le 5 juillet 1975, pour le Cabo Verde, les deux pays ont accédé séparément à la souveraineté nationale, avec des références à l'unification dans leurs constitutions initiales respectives, partageant même un drapeau et un hymne national symbolisant cette union projetée et le PAIGC, parti unique marxiste socialiste, au pouvoir dans les deux pays mais avec des gouvernements séparés.

Le projet d'unification a été définitivement abandonné après le coup d'État en Guinée-Bissau en novembre 1980, qui a renversé Luis Cabral (demi-frère d'Amílcar Cabral). Le nouveau régime bissau-guinéen, dirigé par João Bernardo Vieira, a exclu les Cap-Verdiens des structures politiques et rompu les liens avec le PAIGC. Le Cabo Verde a alors créé son propre parti, le PAICV, et adopté des symboles nationaux distincts.

Ce rappel historique effectué, notre analyse des politiques et initiatives de développement va procéder par une revue de la période du parti unique marxiste socialiste et de la période du multipartisme avec alternance constitutionnelle depuis 1991.

6.1 LA PÉRIODE DU PARTI UNIQUE PAIGC/PAICV DE 1975 À 1991 : ARISTIDES PEREIRA

Comme une maladie contagieuse dans tous les jeunes états africains immédiatement après les indépendances, le régime du premier président du Cabo Verde, Aristides Pereira, a été un régime de parti unique, autoritaire, et répressif (réprimant l'opposition politique et contrôlant étroitement les médias et les institutions) avec la différence d'une orientation politico-économique résolument marxiste socialiste. Inspiré par les principes de planification centrale et d'équité sociale, le régime de Pereira a développé et mis en exécutions plusieurs réformes structurantes :

1. Réforme Agraire et Développement Agricole

- Une réforme agraire a été lancée en août 1981 pour redistribuer les terres et augmenter la production alimentaire, priorisant la consommation locale plutôt que l'exportation. Cependant, cette réforme a rencontré des résistances et a conduit à des émeutes paysannes à São Antão, réprimées par le gouvernement.
- Des programmes de reforestation massifs ont été mis en œuvre pour lutter contre la désertification et les sécheresses. La superficie forestière est passée de 3 000 à 45 000 hectares entre 1975 et 1990, avec des objectifs ambitieux de planification supplémentaires. Pendant la saison des pluies, les citoyens étaient mobilisés pour planter des arbres, reflétant une approche collective de la gestion des ressources naturelles.

2. Gestion des Ressources et Autosuffisance Alimentaire

- Un système de distribution alimentaire étatique a été établi pour atténuer les impacts des sécheresses et des famines. Malgré une baisse de la production agricole due aux conditions climatiques, ce système a permis d'éviter des catastrophes humanitaires majeures.
- Des barrages et des systèmes de collecte d'eau de pluie ont été construits pour améliorer l'irrigation et l'accès à l'eau. Plus de 15 000 barrages ont été érigés, et un système unifié de gestion de l'eau a été développé pour optimiser l'utilisation des ressources hydriques limitées.

3. Politiques de développement

- Le gouvernement a encouragé le développement de la pêche pour diversifier l'économie et réduire la dépendance aux importations alimentaires. Cette initiative faisait partie du Premier Plan de Développement, qui visait à faire de la pêche un pilier économique.
- Dans le cadre du Second Plan de Développement (à partir de 1986), une ouverture progressive au secteur privé a été initiée, notamment dans l'économie informelle, pour stimuler la croissance et l'innovation.
- L'industrialisation était limitée, avec quelques entreprises portugaises délocalisées attirées par une main-d'œuvre peu coûteuse, mais le secteur restait marginal.
- Les prémices du tourisme, concentrés sur des zones comme Tarrafal, ont émergé dans les années 1980, mais représentaient moins de 10 % de l'économie. La majorité des revenus touristiques étaient captés par des opérateurs étrangers.
- Le chômage et l'exode rural vers les villes (comme Praia) ou l'étranger (notamment vers les États-Unis et le Portugal) ont persisté, malgré les efforts étatiques.

4.Droits Sociaux et Éducation

- En dépit de sa nature autoritaire et répressive, le régime de Pereira a maintenu un assez bon bilan en matière de droits de l'homme par rapport à d'autres pays africains. Le Cabo Verde a aboli la peine de mort en 1983 et a favorisé la participation citoyenne à travers des comités locaux.
- Des investissements dans l'éducation et la santé ont été réalisés pour améliorer le capital humain.

5.Politique Étrangère et Non-alignement :

- Reconnaissance internationale : Pereira obtient une légitimité diplomatique pour le Cabo Verde, notamment via l'adhésion à la CEDEAO (1977) et à d'autres organisations internationales
- Le régime a noué des alliances économiques très critiquée à l'époque, avec la Chine et la Libye pour le financement de projets d'infrastructure.
- L'aide portugaise et européenne a également joué un rôle clé, notamment dans la stabilisation de la monnaie (l'escudo capverdien était lié à l'escudo portugais, puis indirectement à l'euro)
- Malgré son orientation marxiste socialiste, le Cabo Verde a adopté une politique de non-alignement durant la Guerre froide, entretenant de bonnes relations à la fois avec les pays socialistes (comme l'Union soviétique et Cuba) et les pays occidentaux. Cette approche a permis au pays de diversifier ses partenariats et d'attirer de l'aide internationale pour soutenir son développement.

6.Législation Multipartite et Acceptation de la Défaite Electorale : À la fin des années 1980, la chute du communisme en Europe de l'Est et les pressions internationales pour la démocratisation ont contraint Pereira à engager des réformes :

- Législation multipartite : En septembre 1990, sous sa direction, le PAICV a adopté une législation permettant un système multipartite, mettant fin au monopole politique du parti.
- Élections de 1991 : Pereira s'est présenté comme candidat du PAICV mais a été battu par António Mascarenhas Monteiro du Mouvement pour la Démocratie (MpD).
- Transition ordonnée : Il a accepté sa défaite et cédé le pouvoir pacifiquement, évitant ainsi toute instabilité post-électorale. Cet acte est devenu un modèle de transition démocratique en Afrique.

En conclusions, les réformes socialistes sous Aristides Pereira ont visé à construire un État stable et équitable face à des défis naturels et économiques importants. Bien que certaines politiques, comme la réforme agraire et la gestion centralisée, aient rencontré des difficultés, elles ont jeté les bases des progrès futurs du Cabo Verde en matière de démocratie et de développement. Malgré les efforts d'autosuffisance, le pays est resté fortement dépendant de l'aide étrangère et des importations alimentaires en raison de sécheresses persistantes et de ressources naturelles limitées

Le régime d'Aristides Pereira a posé les bases d'un État cap-verdien stable et relativement prospère, mais au prix d'un autoritarisme politique et d'une économie fragile. Ses réalisations sociales contrastent avec son incapacité à instaurer initialement, une véritable démocratie avant les années 1990.

Son héritage reste ambigu : un père de l'indépendance respecté, mais aussi un dirigeant dont les choix politiques ont freiné l'ouverture du pays. ***Décédé le 22 septembre 2011 à Coimbra, au Portugal, à l'âge de 87 ans, nous considérons que sa plus grande contribution est d'avoir mis en place une gouvernance relativement pragmatique et surtout d'avoir conduit, de son vivant, une transition pacifique vers la démocratie, ce qui contraste avec les instabilités vécues dans d'autres pays africains.***

6.2 LA PÉRIODE DE L'OUVERTURE DÉMOCRATIQUE 1991 À NOS JOURS

Contrairement au Burkina Faso et dans beaucoup de pays africains, l'élite politico-économique du Cabo Verde n'a pas investi ses efforts et ressources à exécuter des Coups d'Etat ou dans des manipulations constitutionnelles pour une rétention exclusive du pouvoir. Dès les années 1990, Cabo Verde a consolidé sa démocratie multipartite et adopté des réformes libérales favorisant l'investissement privé et l'intégration dans l'économie mondiale avec l'adhésion à l'OMC en 2008.

Le pays a adopté une Stratégie d'économie ouverte et a misé sur le tourisme, les services, et les transferts de la diaspora comme piliers de croissance.

Avec des Investissements publics massifs, surtout à partir de 2009, une politique budgétaire expansionniste a été lancée pour contrer les effets de la crise mondiale, avec des investissements dans les infrastructures, l'énergie et l'eau. Pour quelques années de la période 1991 à 2014, nous présentons, dans le Table 6.1, une synthèse de quelques indicateurs de développement socio-économique

Années	1991	2000	2007	2010	2014
PIB (M-USD)	400	539	1650	1820	2042
PIB/Capita (USD)	1200	1400	3500	3800	4178
Accès à l'Électricité (%)	30	58.6		81.1	93.8
Accès à l'Eau (%)					85
Chômage (%)	20	13		10.7	12

Tableau 6.1 Tableaux de quelques Indicateurs

Pour quelques années de la période 2015 à 2024, nous présentons, dans le Table 6.2 une synthèse de quelques indicateurs de développement socio-économique

Années	2015	2017	2019	2020	2022	2024
PIB (M-USD)	1750	2000	2250	1820	2250	2770
PIB/Capita (USD)	3300	3700	4100	3300	4200	5270
Accès à l'Électricité (%)	86					98.6
Accès à l'Eau (%)						85 ?
Chômage (%)	12.5		11.5	>14	12	12

Tableau 6.2 Tableaux de quelques Indicateurs

De l'analyse des 2 tableaux nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

- Le PIB a quintuplé entre 1991 et 2014, avec une croissance soutenue jusqu'à la crise de 2008, suivie d'un ralentissement.

- Ensuite le PIB a connu une croissance soutenue entre 2016 et 2019, une chute brutale en 2020, suivie d'un rebond progressif. Le PIB et le PIB per capita ont respectivement augmenté de près de 60 % sur la dernière décennie. Le PIB par habitant a progressé régulièrement, traduisant une amélioration du niveau de vie, bien que les inégalités et le chômage persistent
- En moins de 15 ans, le Cabo Verde a quasiment atteint la couverture universelle dans l'accès à l'électricité, grâce à des investissements dans les réseaux et les énergies renouvelables. Avec **plus de 150 MWc de solaire** et **plus de 60 MW d'éolien** additionnels d'ici 2030, le gouvernement caboverdien vise à atteindre **50 % d'énergie renouvelable d'ici 2030**.
- L'accès à l'eau potable reste variable selon les îles, avec des défis persistants en zones rurales, notamment à Santo Antão et Santiago. Malgré des efforts de captage et de gestion, l'aridité et le changement climatique freinent les progrès vers un accès universel.
- Le taux de pauvreté à 3 USD/jour était de 14,6 % en 2015, avec une tendance à la baisse jusqu'en 2019, avant un rebond lié à la crise sanitaire.
- Le chômage reste structurellement élevé, avec un taux de chômage des jeunes dépassant les 20 % présentant des défis en matière de formation et d'insertion professionnelle.

Entre 2015 et 2024, Cabo Verde a vu une consolidation relative de sa classe moyenne, soutenue par la croissance du tourisme et les transferts de la diaspora. Toutefois, les inégalités de revenus demeurent un défi structurel, exacerbées par la concentration géographique des opportunités économiques dans les zones touristiques (Sal, Boa Vista), creusant l'écart avec les îles moins développées. Les politiques publiques ont tenté de répondre par des mesures sociales ciblées :

- Programmes sociaux ciblés (gratuité scolaire pour enfants à besoins spéciaux, insertion sociale) ont été renforcés.
- Réduction progressive de la dette publique (de 148 % du PIB en 2021 à 110 % en 2024), permettant une relance des investissements sociaux.

6.3 LE CADRE FISCAL ET MONÉTAIRE

Avec la dernière modification en Juin 2018, les gouvernements successifs du Cabo Verde ont mis en place un Code des Investissements basé sur les principes suivants :

- Égalité de traitement entre investisseurs nationaux et étrangers.
- Respect des politiques économiques, sociales et environnementales du pays.
- Garantie de protection juridique et de non-expropriation sans indemnisation équitable.
- Avantages fiscaux : exonérations sur l'Impôt sur le Revenu, TVA, droits de douane selon le secteur (Tourisme et loisirs, Énergies renouvelables, Économie bleue (pêche, transport maritime), Économie numérique, Agribusiness, et Partenariats public-privé (PPP) et concessions) et la zone d'investissement.
- Avantages douaniers : facilités pour l'importation d'équipements et matières premières.
- Autres incitations : accès facilité aux terrains, soutien à la formation, accompagnement administratif.

Comparées à d'autres pays les fourchettes d'imposition et de taxations sont très attrayantes :

1.Impôt sur le Revenu des Sociétés (IRC)

- Taux standard : 22 % sur les bénéfices nets et non sur le Chiffre d'affaires.
- Taux réduit : 15 % pour les entreprises dans des zones franches ou secteurs prioritaires (tourisme, énergies renouvelables, etc.).
- Micro et petites entreprises : régime simplifié avec taux forfaitaire ou retenue à la source.

2.TVA (Imposto sobre o Valor Acrescentado)

- Taux normal : 15 %
- Taux réduit : 5 % pour certains biens essentiels
- Exonérations possibles pour projets agréés par Cabo Verde TradeInvest

3.Droits de Douane

- Exonération sur l'importation de biens d'équipement, matières premières et technologies pour projets agréés.
- Le Cabo Verde applique un système tarifaire harmonisé avec le Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO avec des Taux variables (5-20%)

4.Politique Monétaire et Contrôle des Changes

- La politique monétaire cap-verdienne, mise en œuvre par la Banque du Cabo Verde (BCV), s'est structurée autour d'un objectif clair et constant : défendre l'ancrage fixe de l'escudo à l'euro, en soutenant la stabilité des prix, la confiance et la stabilité financière. Cette ancre a amorti plusieurs chocs — COVID, inflation mondiale post-2021, et reprise — mais au prix d'une autonomie monétaire limitée et d'une forte dépendance au cycle européen et aux entrées de devises (tourisme, remittances, IDE).

- Stabilité du Taux de Change et Réduction de la volatilité monétaire : La fixation de l'escudo cap-verdien (CVE) à l'euro a assuré une prévisibilité pour les investisseurs étrangers et les entreprises importatrices. Cela a réduit les risques de change pour un pays très dépendant des importations. En limitant certaines sorties de capitaux, les contrôles peuvent inciter les investisseurs à réinvestir localement plutôt que de transférer leurs fonds à l'étranger. Cependant Les restrictions peuvent décourager les investisseurs internationaux, qui craignent de ne pas pouvoir rapatrier leurs profits ou convertir librement leurs capitaux.
- Contrôle de l'Inflation : La BCV a utilisé des outils conventionnels tels que les taux d'intérêt directeurs. Par exemple, en 2024-2025, la BCV a augmenté ses taux d'intérêt à plusieurs reprises (e.g., +25 points de base en novembre 2024, +50 points de base en janvier 2025) pour lutter contre l'inflation et stabiliser l'économie.
- Limitation de la Souveraineté Monétaire : Le régime de change fixe limite l'autonomie de la BCV. Elle ne peut pas ajuster librement sa politique monétaire pour répondre à des chocs économiques internes, devant prioritairement défendre la parité avec l'euro.
- Contraintes pour le Secteur Productif : Des taux d'intérêt élevés (observés en 2024-2025) peuvent freiner l'investissement privé et l'accès au crédit pour les entreprises locales, pesant sur la croissance économique.
- Exposition aux Politiques de la BCE : Les décisions de la Banque Centrale Européenne (BCE) concernant les taux d'intérêt ou la politique monétaire de la zone euro ont un impact direct sur l'économie cap-verdienne, sans que la BCV puisse y répondre de manière indépendante.

6.4 FORCES ET FAIBLESSES ADMINISTRATIVES

L'administration du Cabo Verde bénéficie des forces inhérentes à la Stabilité démocratique à la transparence fonctionnelle des institutions de la république, et à un niveau faible de corruption. Cependant cette administration est caractérisée par une série de faiblesses qu'il faudra corriger :

- Lenteur des processus : Les démarches simples comme l'émission de documents ou l'approbation de projets sont ralenties par une bureaucratie excessive.
- Centralisation excessive : Les décisions sont trop concentrées au niveau central, ce qui ralentit les paiements et la mise en œuvre des politiques publiques.
- Faible digitalisation : Le manque de systèmes numériques efficaces freine la modernisation de l'administration.
- Méritocratie limitée : La politisation des nominations et la faible valorisation des compétences techniques nuisent à la motivation des agents publics.

Ces caractéristiques négatives que nous venons de citer sont malheureusement communes à la très grande majorité des pays africains avec le cas aggravant d'une corruption presque systémique. En général, il ne faudra rien de moins qu'une révolution culturelle pour que les africains changent leur relation avec la notion du temps et de l'efficacité. A cause de l'inefficacité, des lenteurs administratives et de la corruption, ce sont des points de croissance du PIB que toute l'Afrique laisse dans les ravins qui bordent les couloirs du développement socio-économique.

A partir des Données comparatives issues de la Banque mondiale, et des rapports de la BAD le Tableau 6.3 résume des éléments comparatifs avec d'autres pays à revenu intermédiaire supérieur qui nous permet de tirer les conclusions suivantes :

- Cabo Verde se distingue par sa stabilité politique et sa gouvernance démocratique, mais reste freiné par une bureaucratie lourde et une faible digitalisation.
- Des pays comme Maurice ou la Géorgie ont investi dans la simplification administrative et la numérisation, ce qui améliore l'efficacité.
- Le centralisme capverdien contraste avec les approches plus décentralisées observées au Costa Rica ou au Botswana.

Pays	Points forts administratifs	Tracasseries fréquentes
Maurice	Administration numérique avancée, e-gouvernance efficace	Délais dans les appels d'offres publics
Botswana	Faible corruption, procédures claires	Manque de flexibilité dans les réformes
Géorgie	Réformes radicales de simplification administrative	Inégalités d'accès dans les zones rurales
Costa Rica	Bon niveau de digitalisation et transparence	Complexité fiscale et lenteur judiciaire
Jamaïque	Portails en ligne pour services publics	Bureaucratie persistante dans les permis et licences

Tableau 6.2 Tableaux de quelques Indicateurs

Avec un niveau de corruption déjà relativement bas, le Cabo Verde doit donc s'attaquer à améliorer les performances de son administration et réduire les lenteurs de sa bureaucratie pour augmenter sa productivité.

6.5 CONCLUSIONS SUR LES POLITIQUES ET INITIATIVES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT

A l'analyse objective des Tableaux 5.1, 5.2, 6.1, 6.2, de la Figure 6.1, et avec la synthèse des éléments d'appréciations exposés dans les sections 6.1 à 6.3, ***il est incontestable de constater que le Cabo Verde a fait d'énormes progrès de développement socio-économique depuis 1975. Il est particulièrement important de souligner que les développements socio-économiques enregistrés depuis 1991 ont été réalisés sous des régimes avec alternances démocratiques et plusieurs fois dans des situations de cohabitations où le Président de la République et le Premier Ministre n'étaient pas du même parti politique. Quelle leçon remarquable pour le reste de l'Afrique et même pour le monde !***

Le cas du Cabo Verde est une preuve éclatante et sans équivoque de la justesse des réflexions que nous avons déjà évoquées dans les publications précédentes :

1. Avec de très rares exceptions, la Paix Sociale et la Stabilité Politique, sans l'accaparement exclusif du pouvoir par un seul parti sont les conditions sine-qua-non pour enclencher le processus de sortie de la pauvreté.
2. L'existence, même implicite mais effective, d'une Alliance de l'ensemble des élites, pour un Pacte National de Développement est la Clé indispensable pour un pays d'entrer dans le couloir du Développement Socio-économique pour une prospérité partagée.

Au Cabo Verde, nous sommes convaincus que c'est l'engagement implicite envers un tel Pacte National qui a guidé et parfois contraint les différents leaders politiques et toute l'élite à poursuivre la mise en œuvre de politiques de développement pour les intérêts du plus grand nombre.

A ce stade-ci de nos réflexions sur la pauvreté et le développement socio-économique, nous faisons la provocante assertion que voici : ***Pour un Pays, la réduction de la Pauvreté et l'entrée dans le couloir du Développement socio-économique sont moins dépendantes du type du régimes politique que de l'engagement des régimes politiques envers un Pacte National de Développement.*** Nous nous engageons à établir les preuves de cette assertion dans certaines des publications à venir sur les pays témoins.

Maintenant que nous avons analysé les Politiques et Initiatives de Développement par les administrations publiques, nous allons dans les sections suivantes, explorer les rôles et impacts des acteurs privés et de l'aide étrangères

6.6 LES GRANDES FORTUNES, RÔLE ET LES IMPACTS DES "CHAMPIONS NATIONAUX"

À ce jour, aucun citoyen du Cap-Vert ne figure dans les classements internationaux des grandes fortunes africaines comme ceux publiés par Forbes Afrique ou d'autres observateurs économiques. Contrairement à des pays comme le Nigeria, l'Afrique du Sud ou même l'Angola, le Cap-Vert n'a pas encore vu émerger de milliardaires ou de familles ultra-riches à l'échelle continentale ou dont les fortunes sont trop largement supérieures à la moyenne nationale.

Au Cabo Verde, un "champion national" n'est pas une désignation officielle, mais un terme utilisé pour décrire des entreprises privées qui se distinguent par :

- Leur taille et leur chiffre d'affaires (les plus grandes du pays).
- Leur impact économique (contribution significative au PIB).
- Leur rôle social (nombre d'emplois directs et indirects).
- Leur ancrage et leur rayonnement international (exportations, représentation de la marque Cabo Verde).
- Leur innovation et leur capacité à structurer un secteur entier.

6.6.1 Secteurs, Champions et Impact

Sans surprise, ces entreprises opèrent principalement dans des secteurs alignés sur les priorités nationales :

1. Tourisme & Hôtellerie à environ 25% du PIB.:

- Champions Identifiés
- Hôtel & Resort Groups : Les groupes qui gèrent des complexes hôteliers de grande envergure, notamment sur les îles de Sal et Boa Vista (e.g., RIU, Meliá, Robinson, TUI Blue). Bien qu'internationaux, leurs investissements et opérations sont si structurants qu'ils sont considérés comme des piliers de l'économie locale.
- Tour-opérateurs et Agences Locales : Des entreprises comme Cabo Verde
- Emploi : Le secteur emploie directement et indirectement jusqu'à 40% de la population active.
- Investissement : Des investissements de plusieurs centaines de millions d'euros dans de nouveaux resorts et marinas (e.g., projet "Cabo Verde Djeu" à São Vicente, évalué à ~300M€).

2. Transport Aérien & Logistique Secteur vital pour un archipel.

Champion National Absolu qui mérite une vigilance extrême :

- TACV Cabo Verde Airlines (Transportes Aéreos de Cabo Verde) : La compagnie aérienne nationale, bien qu'historiquement publique, a été en processus de privatisation et reste un acteur clé. Des compagnies privées comme Binter Cabo Verde se sont imposées comme des champions privés sur les liaisons inter-îles.
- Passagers : Avant la pandémie, le trafic aérien total (toutes compagnies) dépassait les 2 millions de passagers par an.
- Connectivité : Binter Cabo Verde opère des centaines de vols mensuels, devenant le leader du transport inter-îles.

3. Énergie Renouvelable avec 50% d'énergie renouvelable d'ici 2030.

Champions Identifiés :

- Cabeólica S.A. : C'est le parfait exemple d'un champion national issu d'un Partenariat Public-Privé (PPP). C'est la première centrale éolienne à l'échelle industrielle en Afrique, détenue par un consortium privé (Africa Finance Corporation, Finnfund, etc.) et l'état cap-verdien
- Capacité : Cabeólica a une capacité installée de 25,5 MW (parcs éoliens sur 4 îles), couvrant environ 20% des besoins nationaux en électricité.
- Économies : Le projet permet d'économiser environ 10 millions d'euros par an sur les importations de fioul.
- Émissions : Réduction des émissions de CO₂ d'environ 50 000 tonnes par an.

4. Pêche & Agroalimentaire

Champions Identifiés :

- Conservas de Atum de Cabo Verde (CACV) : Une entreprise privée de transformation de thon, cruciale pour la valorisation de la ressource halieutique locale.
- Sociétés d'Armement : Des entreprises privées qui modernisent la flotte de pêche.
- Exportations : Le thon en conserve est un produit d'exportation non-négligeable.
- Emploi : Des usines comme la CACV emploient plusieurs centaines de personnes.

Impact	Description Chiffrée et Qualitative
Contribution au PIB	Le secteur privé dans son ensemble contribue à environ 80% du PIB du Cabo Verde. Les "champions nationaux" en représentent une part substantielle.
Création d'Emplois	Ils sont les principaux pourvoyeurs d'emplois formels. Le seul secteur touristique emploie des dizaines de milliers de personnes.
Exportations & Devises	Ils génèrent l'essentiel des recettes d'exportation (tourisme, thon, services), cruciales pour équilibrer la balance commerciale déficitaire.
Innovation & Formation	Ils investissent dans la formation de leur personnel et importent des technologies et des meilleures pratiques de gestion, élevant les standards nationaux.
Développement Régional	Leurs investissements (hôtels, parcs éoliens, usines) permettent un développement en dehors de la capitale, Praia, notamment sur les îles de Sal, Boa Vista et São Vicente.
Fiscalité	Ils sont parmi les plus grands contributeurs au budget de l'État via l'impôt sur les sociétés, la TVA, et d'autres taxes, finançant ainsi les services publics.

Tableau 6.4 Synthèse des Impacts Socio-économiques Globaux

6.6.2 Défis et Perspectives pour les Champions Nationaux

- **Dépendance au Tourisme** : L'économie reste très vulnérable aux chocs externes (comme la pandémie de COVID-19 qui a fait chuter le PIB de 14,8% en 2020).
- **Taille du Marché Domestique** : Le marché local est petit (environ 600 000 hab.), limitant la croissance organique et obligeant à une orientation vers l'export.
- **Accès au Financement** : Le coût du crédit reste élevé, pouvant freiner l'investissement.
- **Dépendance Énergétique** : Malgré les progrès, le pays dépend encore largement des importations de pétrole.
- **Diversification** : Le futur défi est de favoriser l'expansion des champions existants vers l'international et de créer des champions dans de nouveaux secteurs comme l'économie bleue, les technologies numériques (le Cabo Verde ambitionne de devenir un "hub digital"), et l'agro-industrie.

Conclusion partielle'

Même si nos recherches ne nous ont pas permis de déterminer le nombre d'emplois directs et indirects créés et la Contribution fiscale annuelle totale par l'Ensemble des Champions Nationaux du Cabo Verde, nous pouvons conclure que les entreprises privées, champions nationaux du Cabo Verde, sont les piliers incontestables de la résilience économique et du développement de l'archipel. Principalement concentrés dans le tourisme, les transports et les énergies vertes, ils génèrent l'essentiel de la richesse, des emplois et des recettes fiscales. Leur défi pour la prochaine décennie sera de conduire la diversification de l'économie, de renforcer la souveraineté énergétique et alimentaire du pays, et de continuer à hisser le drapeau cap-verdien sur la scène internationale, tout en assurant une croissance inclusive et durable.

6.7 LA DIASPORA

La diaspora cap-verdienne est l'une des plus vastes au monde par rapport à la population résidente du pays. On estime qu'environ près d'**un Million Cap-Verdiens vivent à l'étranger**, contre environ **600 000 résidents** sur l'archipel. Le Tableau 6.5 montre les principaux pays de résidence de cette diaspora :

Pays	Estimation de population cap-verdienne	Particularités
États-Unis	250 000	Forte présence à Boston, New Bedford (Massachusetts), liée à l'industrie baleinière historique
Portugal	140 000	Destination historique, liens coloniaux et linguistiques forts
Pays-Bas	40 000	Principalement depuis São Vicente, via le commerce maritime
Angola	40 000	Migration récente, souvent liée à des opportunités économiques
France	20 000	Présence significative, surtout en région parisienne
Sénégal	20 000	Surtout à Dakar, proximité géographique et culturelle
Brésil	20 000	Liens historiques avec la traite transatlantique et les études universitaires
São Tomé-et-Principe	20 000	Communauté parmi les plus pauvres, issue de migrations pour fuir les famines
Italie	10 000	Destination émergente, surtout dans les années récentes
Suisse	Données non précises	Présence modérée, souvent liée à des migrations secondaires
Luxembourg	Données non précises	Petite communauté, mais bien intégrée

Tableau 6.5 Principaux pays d'accueil de la diaspora cap-verdienne

Cette diaspora joue un rôle crucial dans l'économie cap-verdienne, notamment par les transferts de fonds qui représentent une part importante de la dynamique économique du pays :

Contribution de la Diaspora au PIB

- **Transferts de fonds (remittances)** : En 2023, les transferts de la diaspora ont atteint environ 270 millions USD, soit plus de 10 % du PIB (d'environ 2,5 milliards USD) du Cap-Vert.
- Cela signifie que les envois de fonds de la diaspora représentent une source de revenus plus importante que l'agriculture, qui ne contribue qu'à environ 5 % du PIB.

Impact sur l'Emploi : Bien que les données précises sur le nombre d'emplois directement créés par la diaspora soient limitées, plusieurs tendances sont observables :

- **Entrepreneuriat local** : De nombreux membres de la diaspora investissent dans des PME, notamment dans les secteurs du tourisme, de la restauration, du commerce et de l'immobilier.
- **Emplois indirects** : Les investissements de la diaspora stimulent la demande locale en main-d'œuvre, notamment dans la construction, les services et les transports.
- **Associations et initiatives communautaires** : En France, par exemple, les associations cap-verdiennes soutiennent des projets de développement local au Cabo Verde, avec des retombées économiques indirectes sur l'emploi.

Il convient aussi de noter que

- Le Cabo Verde est l'un des pays africains les plus dépendants des transferts de sa diaspora.
- Ces flux financiers sont stables et souvent contracycliques, jouant un rôle d'amortisseur en période de crise économique.
- Le gouvernement cap-verdien cherche à mieux structurer et canaliser ces contributions à travers des politiques de co-développement et des incitations à l'investissement.

La diaspora du Cabo Verde est aussi un vecteur de mobilité sociale, d'éducation et d'influence culturelle avec des initiatives qui méritent d'être soulignées :

Dias de Cabo Verde

- *Type* : Programme de mobilisation des compétences
- *Organisateurs* : Institut des Communautés du Cabo Verde, diaspora en Europe (Portugal, France Italie, Pays-Bas)
- *Objectif* : Faire revenir temporairement des professionnels cap-verdiens pour former des cadres locaux dans les secteurs clés (santé, éducation, tourisme, infrastructures)
- *Impact* : Plus de 100 candidatures enregistrées, avec des missions de formation à Mindelo et Praia

Forums économiques et culturels

1. Des membres influents de la diaspora organisent régulièrement des forums sur l'investissement, la culture cap-verdienne, et le tourisme durable, souvent en collaboration avec les ambassades et les chambres de commerce.
2. Ces événements visent à renforcer les liens économiques et culturels entre le Cap-Vert et les communautés cap-verdiennes à l'étranger.

Initiatives de Formation et de Transfert de Compétences

1. Des professionnels de la diaspora interviennent dans des formations spécialisées dans les hôpitaux, les universités et les centres techniques.
2. Objectifs : renforcer les capacités locales, introduire des standards internationaux, et favoriser l'innovation

Rencontres annuelles de la diaspora

1. Organisées à Praia ou São Vicente, ces rencontres rassemblent des Capverdiens du monde entier pour discuter de développement, d'éducation, et de coopération.
2. Elles incluent souvent des panels, des concerts, des expositions et des ateliers.

6.8 LES ONG

Les ONG au Cabo Verde jouent un rôle crucial dans le développement socio-économique du pays, en particulier dans les domaines où les ressources publiques sont limitées. Le Tableau 6.6 montre les 5 plus grosses ONGs du Cabo Verde.

ONG	Domaine principal	Localisation	Focus
OMCV – Organização das Mulheres de Cabo Verde	Droits des femmes, développement communautaire	Praia	Autonomisation des femmes, lutte contre les inégalités de genre, formation technique pour les jeunes et les femmes. accès aux soins de base, santé reproductive, nutrition
MORABI – Associação de Apoio à Auto-Promoção da Mulher no Desenvolvimento	Promotion de la femme, inclusion économique	Praia	Microcrédit, formation, leadership féminin
ADAD – Associação para a Defesa do Ambiente e Desenvolvimento	Environnement et développement durable	Praia	Sensibilisation écologique, projets de reforestation. Campagnes de sensibilisation, Promotion de l'agriculture biologique, irrigation, semences améliorées, sécurité alimentaire.
Save the Children – Cabo Verde	Droits de l'enfant, éducation	Praia	Protection de l'enfance, accès à l'éducation et à la santé. Alphabétisation, soutien scolaire
Delta Cultura Cabo Verde	Éducation, culture, sport	Tarrafal (Santiago)	Programmes éducatifs, école de football, lutte contre l'exclusion sociale

Tableau 6.6 : Les ONGs et leurs Domaines d'interventions

Au Cabo Verde, les actions des ONGs ont des impacts socio-économiques observables et qui font la différence :

- **Innovation sociale** : Mise en œuvre de projets pilotes et reproductibles dans les domaines sociaux et économiques.
- **Amélioration des revenus des ménages** : Le programme POSER (Promotion des Opportunités Socioéconomiques Rurales) a permis la construction de serres, la distribution d'eau et le soutien à l'agriculture familiale. Exemple : des projets agricoles ont permis une hausse moyenne de 37,75 % des revenus dans certaines zones rurales.
- **Réduction de la pauvreté** : Accès à des services essentiels, développement de l'économie locale, création d'emplois. Les ONG ont contribué à améliorer l'accès à l'éducation, à la santé et à l'eau potable dans les zones rurales et défavorisées.

- **Autonomisation des femmes et des jeunes** : Accès à la formation, à l'emploi et à la prise de décision communautaire.
- **Renforcement de la résilience communautaire** : Meilleure adaptation aux changements climatiques et aux crises économiques.
- **Chiffres-clés (extraits du rapport ONU 2020)** : Plus de 100 partenaires impliqués dans la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies. 15 agences et programmes mobilisés pour des actions coordonnées dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'environnement et de l'inclusion sociale

Contrairement au Burkina Faso où les énergies et ressources des ONGs sont absorbées dans la gestion des conflits, crises, et la survie de réfugiés et déplacés, au Cabo Verde, les ONGs s'attaquent à la lutte contre la pauvreté et à jouer des rôles de Complémentarité avec l'État dans le combat pour un développement socio-économique durable.

6.9 L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Parce que le Cabo Verde se distingue par une gouvernance démocratique solide, une gestion budgétaire prudente et transparente, un niveau de corruption relativement faible, une dette jugée encore soutenable et bien structurée, et une capacité à attirer et absorber l'aide et les investissements, le pays entretient des partenariats de développement solides et durables avec plusieurs acteurs :

Institutions multilatérales

- **Banque Africaine de Développement (BAD)** : Interventions dans les infrastructures : Construction et réhabilitation de routes, ports et infrastructures énergétiques. Appui à la transition énergétique (énergies renouvelables). L'intégration régionale. Renforcement de la gouvernance publique et de la gestion des finances.
- **Union Européenne** : Appui budgétaire, développement rural, climat et gouvernance. L'initiative "Global Gateway" vise à soutenir des projets stratégiques dans le numérique, les énergies renouvelables et les infrastructures portuaires.
- **Système des Nations Unies (FAO, PNUD, OMS, UNICEF, etc.)** : Santé, éducation, agriculture, inclusion sociale.
- **Banque Mondiale** : Diagnostic systémique du pays (SCD) pour orienter les politiques de réduction de la pauvreté. Programmes d'inclusion sociale et de développement territorial.

Pays partenaires

- **Luxembourg** : Coopération bilatérale depuis 1993, avec des Programmes Indicatifs de Coopération (PIC) successifs. Le PIC V (2021–2025) L'enveloppe initiale était de 78 millions d'euros et a été portée à près de 86 millions d'euros. Déploiement de l'aide budgétaire sectorielle dans l'éducation et la santé. Appui aux cantines scolaires, à la sécurité alimentaire et à l'eau/assainissement. Soutien à la transition climatique et à la résilience environnementale.
- **Portugal** : Partenaire historique dans les domaines de la gouvernance, de l'éducation et de la coopération technique.
- **Espagne, Chine, États-Unis, Japon** : Contributions ponctuelles ou sectorielles (infrastructures, santé, formation).

Les projets financés par les partenaires au développement ont contribué à des avancées significatives dans plusieurs secteurs :

- **Développement des Compétences et Emploi** : Construction et mise en service de l'École d'hôtellerie et de tourisme (EHTCV) et du Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle (CERMI), avec l'appui du Luxembourg.
- **Énergie Durable** : Soutien à la transition énergétique via le PIC DCE Luxembourgeois et un financement de 159 millions d'euros de l'Équipe Europe pour un projet intégré de production, réseau et stockage d'électricité renouvelable.
- **Infrastructures Numériques et de Transport** : Modernisation des infrastructures portuaires (Porto Grande de Mindelo, Porto Novo, Palmeira) avec un soutien de 105 millions d'euros. Renforcement des connexions numériques par un investissement de 37 millions d'euros pour un nouveau système de câbles sous-marins.
- **Santé et Éducation** : Construction de deux hôpitaux régionaux avec le soutien du Luxembourg. Soutien à des projets locaux, comme le Centre Éducatif Nossa Senhora de Boa Esperança sur l'île de Boa Vista, pour l'accès à l'éducation.

7.0 ANALYSES ET CONCLUSIONS

7.1 MARQUEURS HISTORIQUES

Pour commencer notre analyse, nous allons nous référer à deux marqueurs historiques qui ont profondément hypothéqué et orienté l'évolution des trajectoires socio-politico-économiques des pays africains en général, et particulièrement ceux du groupe témoin que nous avons choisi d'étudier :

1. Les Indépendances avec la Souveraineté Nationale : Le Cabo Verde a accédé à la souveraineté nationale quinze ans après la majorité des pays d'Afrique de l'Ouest et dans les mêmes conditions d'extrême pauvreté héritées de la période coloniale.

2. La fin des Partis Uniques et l'Ouverture Démocratique : L'ouverture démocratique du Cabo Verde en 1991, se situe dans le contexte de la fin des partis uniques en Afrique de l'Ouest intervenue principalement entre 1990 et 1993, dans un contexte marqué par :

- La fin de la Guerre Froide avec la chute du mur de Berlin (1989) et le « retrait du soutien » des puissances occidentales aux régimes autoritaires.
- Des pressions économiques et sociales internes des années 1980, exacerbées par la chute des prix des matières premières, et les échecs des politiques des régimes en place, qui ont entraîné des programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale.
- L'émergence de mouvements démocratiques inspirés par des modèles régionaux (ex. La Conférence Nationale Souveraine du Bénin en 1990).

Le Tableau 7.1 qui montre une synthèse des transitions clés est pour rappeler que Cabo Verde n'était pas le seul pays à avoir embarqué vers une ouverture démocratique durant les années 1990 et beaucoup d'autres pays africains ont suivi le mouvement plus tard.

Dans ce Tableau, les pays soulignés en vert sont les seuls à avoir évolué vraiment dans une culture démocratique avec alternance où un Président ou Premier Ministre élu passe le Pouvoir à un Président ou Premier Ministre élu après une élection.

Nous avons fait une référence à ses deux marqueurs historiques pour souligner que le Cabo Verde n'a pas bénéficié de circonstances exceptionnelles. En fait avec quinze ans de retard dans le « Starting Block » des états souverains, et une transition démocratique en 1991 comme quelques autres états africains, le Cabo Verde est en 2025 le seul état en Afrique de l'Ouest avec une économie classée, par la Banque Mondiale, dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Pourquoi ?

Pays	Année de la fin du parti unique	Événement marquant	Contexte spécifique
Bénin	1990	Conférence nationale	Transition pacifique vers le multipartisme
Cabo Verde	1990-1991	Le 28 septembre 1990, sous la direction de Aristides PEREIRA, le PAICV a adopté une législation permettant un système multipartite, mettant fin au monopole politique du parti.	Chute du communisme en Europe de l'Est et les pressions internationales
Burkina Faso	1991	Début des réformes politiques sous pression nationale et internationale	Adoption d'une nouvelle Constitution instaurant le multipartisme
Cote d'Ivoire	1990	Tensions sociales, de grèves étudiantes, et de revendications démocratiques	Instauration du multipartisme politique. Cette décision marquait la fin de trois décennies de monopartisme dominé par le PDCI-RDA, sous la présidence de Félix
Niger	1991	Référendum constitutionnel	Instauration du multipartisme
Mali	1991	Chute de Moussa Traoré	Coup d'État et transition démocratique
Ghana	1992	Nouvelle constitution	Retour au multipartisme après régime militaire
Sénégal	1981 (progressif)	Multipartisme limité dès 1981	Transition graduelle sous Abdou Diouf
Guinée	1990	Grèves et manifestations	Chute de Sékou Touré en 1984, transition lente

Tableau 7.1 Synthèse des Transitions Clés

7.2 CE QU'IL NE FALLAIT PAS FAIRE ET CE QUI A ÉTÉ REMARQUABLEMENT FAIT

Nos recherches, lectures, et réflexions nous amènent à formuler deux Théorèmes (expérimentalement vérifiés par l'histoire des Nations) sur la lutte contre la pauvreté et le combat pour le Développement :

- 1. Il y a des actions et des choses qu'il ne faut absolument pas faire si on veut espérer sortir un pays de la pauvreté et du sous-développement.*
- 2. Il y a aussi des stratégies et des actions qu'il faut nécessairement mettre en œuvre pour amorcer la réduction de la pauvreté et espérer rentrer dans le corridor du développement socio-économique.*

Pour expliquer les performances du Cabo Verde, nous allons d'abord commencer par analyser ce qu'il ne fallait pas faire et que Cabo Verde a évité de faire. Pour cela, nous allons, dans le Tableau 7.2, revisiter les « Structural Root Causes » du Sous-Développement du Burkina Faso pour établir le contraste très fort avec le Cabo Verde.

Descriptions	Burkina Faso	Cabo Verde	Observations
L'Héritage de la Colonisation : Climat de répression et de violence structurelle et extrême pauvreté.	La France a laissé une situation particulièrement calamiteuse et désespérante	Le Portugal a fait pire en faisant assassiner le Leader Amilcar CABRAL !	Les conditions de départ étaient identiques. La Colonisation a induit des préjudices énormes et durables qui ne sont pas insurmontables et surtout qui ne devraient pas continuer de définir le futur des anciennes colonies.
Régime Autoritaire et Répressif	Depuis 65 ans tous les régimes politiques.	Un régime autoritaire répressif et moins violent a pris fin depuis 1991	Le Cabo Verde a échappé à la malédiction des régimes autoritaires et répressifs depuis maintenant 25 ans
Absence d'Alliance et de Plan d'Action pour le Développement	Les élites de la Haute Volta devenue Burkina Faso (Pays des Hommes Intègres) ont chaque fois mis en place des stratégies d'accaparement du pouvoir et de captation des ressources à leurs seuls profits	Les alternances successives sans détruire la trajectoire vers le développement, indique une Alliance implicite pour un pacte de développement qui a inspiré et guidé les Elites Politico-économiques du Cabo-Verde	Nous rappelons ici : Il n'y a pas de référence historique connue d'un pays qui s'est développé par hasard : Il faut une vision, un plan et une exécution acharnée, laborieuse et sans concession. Les régimes successifs au Cabo Verde semblent l'avoir compris.
Instabilité Politique	Série de Coups d'Etat en plus des 27 années stériles de CAMPAORE	Alternance démocratique et constitutionnelle avec des périodes de cohabitation	L'instabilité politique empêche la mise en œuvre de projets, d'améliorer les acquis et de corriger les erreurs dans la durée. Le Cabo Verde a encore échappé à cette seconde malédiction depuis maintenant 25 ans
Absence ou Faiblesse de Champions Nationaux ou d'Acteurs Sociaux Economiques Indépendants :	La faiblesse et la gouvernance fragile des acteurs socio-économiques ont conduit à leur incapacité à prendre le relais pour porter des projets de luttres contre la pauvreté et le sous-développement	La remarquable gouvernance a permis aux acteurs socio-économiques privés d'amplifier les initiatives publiques.	Au Cabo Verde, la bonne gouvernance est aussi un facteur d'accélération pour le rôle des Champions Nationaux et des acteurs socio-économiques pour le développement futur.
Insécurité, Rebellions at Attaques Jihadistes	L'insécurité est devenue la mère de tous les problèmes au Burkina Faso.	Géographiquement découpé des régions du Sahel. Pas d'insécurité, de rebellions, ou d'attaques Jihadistes	Cabo Verde a compris que « Vivre en Paix doit être un Droit fondamental de l'Homme et du Citoyen et un prérequis pour amorcer un programme de développement dans la durée. »

Tableau 7.2 Structural Root Causes au Burkina Faso

Il ressort de cette lecture que même avec les débuts difficiles durant les 15 premières années de souveraineté nationale, le Cabo Verde a toujours évité de s'enchaîner dans les « Structural Root Causes » qui ont empêché le Burkina Faso d'espérer de sortir de la pauvreté. De plus, depuis son indépendance et particulièrement depuis l'ouverture démocratique, nous avons exposé dans les sections du chapitre 6.0 comment tous les régimes politiques au Cabo Verde ont investi dans les prérequis et les axes prioritaires du développement :

1. Alphabétisation et éducation : L'éducation représente entre 23 % et 27 % du budget de l'État, soit environ 5.4 % du PIB avec aujourd'hui plus de 90% de Taux d'Alphabétisation, le plus élevé de toute l'Afrique de l'Ouest. **Investissement public significatif** : ce qui témoigne d'un engagement fort en faveur de l'éducation. **Durée moyenne de scolarisation élevée** : En moyenne, les élèves cap-verdiens passent 13.2 ans dans le système éducatif, ce qui est remarquable pour un pays insulaire en développement.

2. Système Public de Santé : En 2020, 4.9% du PIB, environ 9-11% du budget national a été consacré au Système Public de Santé. Ceci est en dessous de la moyenne mondiale (~10 %) mais au-dessus de certains pays africains.

- **Accès aux soins** : 80 % de la population vit à moins de 5 km d'un centre de santé (données 2010).
- **Ratio médecins/habitants** : Environ 1 médecin pour 2 500 habitants (2010), contre 1 pour 10 000 en 1975.
- **Mortalité infantile** : Réduite de 60 à 20 pour 1 000 naissances entre 1975 et 2010 et diminution de 50 % au cours de la dernière décennie

3. Investissements dans les Infrastructures : En 2024, des accès presque universels à l'électricité (98.6%) et à l'eau (87%)

4. Tourisme et Hôtellerie : Quatre Aéroports internationaux. et infrastructures d'hébergement incluant des hôtels de haut standing. En 2024. 1.2 Million de visiteurs, c'est-à-dire plus du double de la population du pays, 25% PIB et 40% des emplois.

5. Economie Bleue et Pêche : Accords de pêche avec l'Union Européenne et 4% du PIB en 2024

6. Croissance du PIB et du PIB/Capita : Le pays a connu une croissance économique régulière, soutenue par les investissements étrangers et les envois de fonds de la diaspora. Depuis **Juillet 2025, avec un PIB/Capita de près de \$5000 USD, la Banque Mondiale a reclassé le Cabo Verde dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Le Cabo Verde est aujourd'hui le seul pays dans cette catégorie en Afrique de l'Ouest.**

Nous venons d'essayer de donner une explication synthétique des fondements du miracle du Cabo Verde. En résumé, le Cabo Verde a évité de commettre les mêmes erreurs que le Burkina Faso, et malheureusement, les erreurs commises par la majorité des états africains. Par contre, tous les régimes politiques au Cabo Verde ont investi dans les prérequis et les axes prioritaires du développement pour permettre à leur pays d'entrer dans le corridor du développement socio-économique pour une prospérité partagée.

7.3 LES DÉFIS DE MAINTENANT ET DE LA PROCHAINE DÉCENNIE

Après avoir souffert l'enfer de l'esclavagisme, les calamités de la colonisation, et des moments difficiles immédiatement après la souveraineté nationale, le Cabo Verde a réussi à entrer dans le corridor des pays à économie intermédiaire de la tranche supérieure, ceci avec une gouvernance politique exemplaire et un faible niveau de corruption. Cependant le pays ne peut pas s'asseoir sur ses réalisations passées et doit poursuivre sa marche et son combat vers un développement socio-économique pour une prospérité partagée. Pour que le Cabo Verde atteigne cette prochaine étape, le pays doit dans cette marche et son combat affronter 3 types de défis :

7.3.1 Défis structurels permanents :

L'insularité et la taille de la population avec un faible taux de natalité posent des défis structurels relativement permanents.

L'insularité avec plusieurs îles posent des problèmes de transport, de communication, et de logistiques particuliers que tous les acteurs publiques et privés doivent intégrer dans leurs stratégies et programmes d'actions de développement.

La taille de la population et le faible taux de natalité contraignent la mobilisation et l'expansion des capacités de production et l'exigüité du marché intérieure est un handicap que les investisseurs et entrepreneurs doivent intégrer dans leurs modèles et plans d'affaires de croissance.

7.3.2 Défis Conjoncturels : Le piège du revenu intermédiaire

Le "piège du revenu intermédiaire" survient lorsque la croissance s'essouffle après les gains faciles (main-d'œuvre bon marché, imitation technologique) et que le pays n'arrive pas à gravir la chaîne de valeur. La Banque mondiale situe ce palier entre 1136 et 13845 dollars de PIB/habitant et on observe que seule une minorité de pays en sont sortis depuis 1990.

Selon la Banque Mondiale, seuls 34 pays ont réussi depuis 1990 à sortir du “piège du revenu intermédiaire” et à atteindre le statut d’économie à revenu élevé.

Mais pourquoi parle-t-on de piège ? Selon les données étudiées, **« Depuis 1970, le revenu moyen par habitant des pays à revenu intermédiaire n’a jamais dépassé un dixième de celui des États-Unis. »**

Le Tableau 7.3 est une compilation des 34 pays qui ont réussi à sortir de ce piège depuis 1990. En 2024, la population totale de ces 34 pays est presque **300 millions** et leur PIB total est environ de **9,725.5 milliards USD**. Il convient de souligner ici que les transitions, certitude pour la Chine (Population 1 419 321 278, PIB 18 743,8 milliards USD, PIB/Capita 13 121,68 USD), et probable pour l’Inde (Population 1 450 935 791, PIB 3 909,1 milliards USD, PIB/Capita 2 396,71 USD), vers des économies avancées, dans la prochaine décennie, auront des impacts encore mal évalués et insoupçonnés sur la dynamique du développement socio-économique à travers le monde et plus certainement en Afrique.

Pays	Année d'entrée	Facteurs clés
Taiwan	1994	Exportations technologiques, État stratège, R&D
Singapour	1994	Gouvernance efficace, capital humain, hub logistique et financier
Corée du Sud	1995	Industrialisation rapide, innovation technologique, éducation, capital
Irlande	1996	Attractivité fiscale, investissements étrangers
Hong Kong	1997	Services financiers, commerce international
Brunei	1997	Revenus pétroliers, faible population
Grèce	2001	Intégration UE, services
Israël	2003	Innovation, secteur technologique, capital humain, investissements
République tchèque	2006	Intégration UE, réformes structurelles
Estonie	2006	Numérisation, intégration UE

Émirats arabes unis	2006	Revenus pétroliers, diversification économique
Bahreïn	2006	Pétrole, services financiers
Barbade	2006	Tourisme, services
Trinité-et-Tobago	2006	Pétrole et gaz
Slovénie	2007	Réformes industrielles, intégration UE
Slovaquie	2007	Attractivité industrielle, intégration UE
Qatar	2007	Gaz naturel, investissements publics
Oman	2007	Pétrole, diversification progressive
Hongrie	2007	Industrie automobile, Intégration UE
Malte	2008	Services financiers, tourisme
Antigua-et-Barbuda	2008	Tourisme, services
Pologne	2009	Croissance industrielle, intégration UE
Chypre	2009	Services, tourisme, intégration UE
Saint-Kitts-et-Nevis	2011	Tourisme, citoyenneté économique
Lituanie	2012	Croissance technologique, intégration UE
Chili	2012	Exportations minières, stabilité économique
Uruguay	2013	Réformes sociales, stabilité macroéconomique
Lettonie	2014	Réformes fiscales, intégration UE
Seychelles	2015	Tourisme, pêche, réformes fiscales
Maurice	2020	Diversification, services financiers
Bulgarie	2021	Réformes structurelles, Intégration UE
Croatie	2023	Intégration UE, tourisme
Roumanie	2023	Croissance industrielle, intégration UE

Tableau 7.3 Liste des 34 pays sortis du piège du revenu intermédiaire depuis 1990

L'analyse du Tableau 7.3 révèle des caractéristiques et des conditionnalités très instructives que nous résumons ici :

1. Pays ayant réussi par intégration régionale (en particulier à l'Union européenne) :

- a. *Exemples*: Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Croatie
- b. **Facteurs clés** : Accès au marché unique, fonds structurels, réformes institutionnelles accélérées. L'adhésion à l'Union européenne a permis à plusieurs pays d'accéder à des marchés plus vastes, à des fonds structurels et à des normes de gouvernance plus élevées.

2. Pays ayant réussi par exploitation intelligente et stratégique des ressources naturelles :

- a. *Exemples*: Qatar, Émirats arabes unis, Brunei, Oman
- b. **Facteurs clés** : Rente pétrolière/gazière, investissements massifs dans les infrastructures et services. Passage d'une économie basée sur les ressources naturelles ou la main-d'œuvre bon marché à des secteurs à plus forte valeur ajoutée (technologie, services, finance).

3. Pays ayant réussi par diversification et montée en gamme - Asie de l'Est et du Sud-Est :

- a. *Exemples*: Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong Kong
- b. **Facteurs clés** : Industrialisation rapide, innovation, éducation, gouvernance efficace

4. Pays ayant réussi par Investissement Massifs, Innovation Fiscale, Capital Humain, Diaspora :

- a. *Exemples*: Israël, Irlande, Chili
- b. **Facteurs clés** : Stratégies ciblées (tech, pharma, finance), ouverture commerciale, stabilité macroéconomique.

Ce que ces pays ont en commun : Voici les leviers communs qui ont permis à ces pays de franchir le cap :

1. **Intégration régionale** : L'adhésion à l'Union européenne a permis à plusieurs pays d'accéder à des marchés plus vastes, à des fonds structurels et à des normes de gouvernance plus élevées. Notons que l'importance déterminante de ce levier n'est toujours pas comprise par les états africains qui continuent, au mieux d'ignorer et au pire de miner, le fonctionnement des Communautés Economiques Régionales.
2. **Diversification économique** : Passage d'une économie basée sur les ressources naturelles ou la main-d'œuvre bon marché à des secteurs à plus forte valeur ajoutée (technologie, services, finance).
3. **Investissements étrangers et infrastructures** : Attirer les IDE et le flux financier de la Diaspora grâce à des politiques fiscales attractives, des infrastructures modernes et une stabilité politique.

4.Capital humain et éducation : Investissements dans l'éducation, la formation professionnelle et la santé pour améliorer la productivité.

5.Innovation et technologie : Soutien à la recherche et développement, adoption de technologies étrangères, montée en gamme industrielle et innovation endogène.

6.Bonne gouvernance et stabilité macroéconomique : Réformes institutionnelles, lutte contre la corruption, discipline budgétaire.

7.Des réformes structurelles soutenues : éducation, infrastructures, climat d'affaires

7.4 CE QUE CABO VERDE DEVRA FAIRE ET NOS RECOMMANDATIONS

Pour commencer, nous reformulons ici le diagnostic du World Development Report (WDR 2024) de la Banque Mondiale pour souligner : « Les vagues de populisme démagogique, les complications géopolitiques, démographiques, et environnementales (Impacts des Changements Climatiques) croissantes rendront la croissance économique plus difficile dans les années à venir. Pour devenir des économies avancées malgré ces vents contraires, les pays à revenu intermédiaire devront accomplir des miracles. »

Oui, pour le Cabo Verde, le plus dur reste à faire mais l'espoir est permis car :

1.Au Cabo Verde, pour le « Banquet du Développement et de la Prospérité Partagée, les Tables et les Chaises sont mises et doivent être dressées ; les graines sontensemencées et il faudra en planter beaucoup d'autres ; surtout les travailleurs, les convives, et les serviteurs ont appris à travailler ensemble et vont devoir travailler encore plus fort pour des récoltes toujours plus abondantes. A la différence avec le Burkina Faso et de beaucoup d'autres pays africains, les tables et les chaises sont brisées ; les graines ont et été semées à tout vent et gaspillées sur des champs abandonnés ; surtout il n'y plus de serviteurs ; les travailleurs sont ignorés ou abandonnés ; et les convives s'entredéchirent.

2.A l'exception du stratégique levier de l'Intégration Régionale, tous les 6 autres leviers sont potentiellement accessibles au Cabo Verde.

Maintenant, et concrètement, que doivent faire les élites du Cabo Verde pour éviter le piège des pays à économie intermédiaire et accélérer le développement socio-économique vers une économie avancée et pour une prospérité partagée ? Nous formulons ici un Cadre d'Actions Stratégiques que l'Etat du Cabo Verde, devenu Etat Stratège, doit décliner selon des axes organisés en deux catégories : Des Réformes et des Chantiers ou Programmes.

7.4.1 La Catégorie des Réformes

Pour transformer les acquis en avantages compétitifs structurels et durables nous recommandons les séries de reformes suivantes :

1. **Renforcement du cadre juridique pour 1.) Maintenir un paysage politique compact constitué par un nombre limité de partis. 2.) Transformer le Consensus Implicite du Pacte National de Développement en une Alliance pour un Consensus Institutionnel pour un Pacte National de Développement** : Notre analyse comparée avec d'autres pays en Afrique ou ailleurs indique que c'est la convergence et la synergie résultante de ces deux attributs qui constituent la clé primaire du miracle au Cabo Verde. La concentration des messages politiques, et le focus des voix des électeurs sur des choix clairs et différenciés permettent de forger des consensus, de définir les priorités et les objectifs, mobiliser et allouer les ressources. Le Cabo Verde doit trouver le moyen d'institutionnaliser ce Cocktail vertueux.
2. **Intégration Régionale avec des actions d'expansion et développement vers la Guinée Bissau, le Sénégal, et toute la CEDEAO** : Pour créer et accéder un marché régional immense et dynamique ; Bâtir des rapports de force qui propulsent nos programmes de développement, donnent du volume et du poids à nos aspirations souveraines face un système d'ordre international de plus en plus sans lois; Adapter et Développer des normes qui nous poussent vers toujours plus d'excellence et de valeurs ajoutées mais sans nous emprisonner dans la dictature du normalisme qui étrangle aujourd'hui les pays de l'Union Européenne; Bénéficier des facteurs d'échelle pour créer des avantages comparatifs. Bref enfin réaliser la vision panafricaine des Pères fondateurs des indépendances. Oui le Cabo Verde ne pourra entreprendre cette réforme en solitaire. C'est donc une recommandation pour tous les états de la CEDEAO. Ceci sera extrêmement difficile car la CEDEA ne sait même pas qu'elle est inefficace et qu'elle doit se réinventer en urgence.
3. **Réformes du Système de l'Education** : Pour intégrer le Préscolaire à l'éducation de base obligatoire, Orienter et financer les Formations Techniques et Avancées en fonction des besoins de la nécessaire Diversification économique mise en œuvre à travers les chantiers et programmes résumés dans la prochaine section.
4. **Réformes et Digitalisation de l'Administration** : Pour augmenter l'efficacité, la transparence, l'agilité, et la productivité de l'Etat. Il faut que tous les acteurs (la population intérieure et la diaspora, les investisseurs et les entrepreneurs, les visiteurs et les partenaires internationaux) qui interfacent avec l'état sachent et réalisent qu'au Cabo Verde, la main-d'œuvre et le capital sont rémunérés ; Les projets vont vite (de la conception, la réalisation, à l'exploitation) ; Les services publics et privés sont compétents et compétitifs ; L'imputabilité des responsables est une réalité et non un slogan.

5. Gestion Stratégique et intelligente des Crises : Oui il y aura nécessairement des crises. Il faut profiter de ces opportunités et tirer parti des crises pour modifier les politiques et les institutions qui ne répondraient plus aux objectifs pour lesquels elles avaient été conçues. En particulier, Les gouvernements doivent concevoir des mécanismes pour discipliner et favoriser les Champions nationaux pour leur permettre de pénétrer les marchés internationaux tout en encourageant l'arrivée de nouveaux entrants surtout sur les nouveaux segments.

7.4.2 La Catégorie des Chantiers ou Programmes de Diversification

Pour la recommandation des Chantiers ou Programmes nous avons d'abord tenu compte de Facteurs différentiateurs spécifiques au Cabo Verde :

1. **Avantage linguistique** : Le pays est lusophone, mais maîtrise aussi le français et l'anglais, ce qui permet de servir plusieurs zones géographiques (Afrique francophone, Brésil, Portugal, les Amériques, etc.).
2. **Diaspora qualifiée** : Ressource humaine disponible pour des services spécialisés (santé, finance, tech).
3. **Décalage horaire favorable** : Permet de couvrir les fuseaux européens et américains.
4. **Infrastructure numérique en progrès** : Fibre optique, data centers, cybersécurité.

Ensuite nous avons considéré les secteurs d'activités qui sont déjà à la base du décollage économique du Cabo Verde.

Finalement nous proposons d'exploiter les synergies potentielles créées par la convergence des facteurs différentiateurs et des Secteurs existants de croissance pour recommander de nouveaux secteurs d'activités.

7.4.2.1 Le Chantier stratégique de l'Energie

Quand j'ai mis fin à ma carrière en tant que Vice-Président Monde en Stratégie, Partenariats et Acquisition avec AREVA et ALSTOM, j'ai écrit en 2014 « Pour le développement de l'Afrique, l'Énergie est la Mère de toutes nos batailles » Plus de 10 ans plus tard, avec quelques exceptions (surtout en Afrique du Nord et en Ethiopie) la situation énergétique des états africains est encore extrêmement préoccupante.

Le Cabo Verde a poursuivi une stratégie ambitieuse vers les énergies renouvelables, visant 50 % de production renouvelable d'ici 2030 et le Tableau 7.4 montre le portrait énergétique du Cabo Verde avec 260 MW de Capacité Totale installée en 2030.

Source d'énergie	Capacité projetée (MW)	Évolution par rapport à 2024
Solaire photovoltaïque	>150 MW	+130 MW
Éolien	>60 MW	+28 MW
Diesel (réduction)	<50 MW	-60 MW
Stockage (batteries)	>50 MWh	+50 MWh

Tableau 7.4 Projections de capacité installée par source (2030)

Nous estimons que ce plan directeur avec 260 MW à l'horizon 2030 est sous-dimensionné et incapable de répondre aux besoins du Cabo Verde sur sa trajectoire vers une économie avancée. Il faut que les hautes autorités de l'état payent une attention vigilante et de soutien à ce secteur.

Nous recommandons que le Plan Directeur soit repris avec un horizon à 2035 en tenant compte de la méthodologie suivante :

1. Intégrer les prévisions de croissance économique pour estimer le PIB à l'horizon 2035
2. Estimer les besoins en consommation énergétiques des grands chantiers de diversification en payant une attention particulière aux besoins des infrastructures de dessalement d'eau, du programme national public et privé d'acquisition et d'exploitation de véhicules électriques et du tourisme haut de gamme.
3. Ajouter la moyenne annuelle de touristes présents sur le territoire pour estimer la population totale réelle à servir.
4. Intégrer intelligemment toutes ces données pour une estimation plus stratégique et réaliste de l'évolution des besoins du Cabo Verde
5. Encourager un petit nombre d'entreprises locales dans la réalisation et l'exploitation des infrastructures afin de développer des compétences d'innovation et opérationnelles et devenir des champions nationaux capables de projeter les capacités pour attaquer d'autres marchés en Afrique.
6. Mettre en place avec les Partenaires institutionnels des mécanismes qui permettent aux Champions locaux d'avoir accès à un financement compétitif (faible taux d'intérêt)

Le Plan Directeur doit accorder une préférence stratégique aux énergies renouvelables avec capacités de stockage, inclure des réformes tarifaires et des technologies intelligentes de gestion de la charge, avec une réglementation et un régulateur qui permettent au secteur privé d'apporter les investissements nécessaires et son savoir-faire international. **Retenons que partout ailleurs, l'énergie a précédé le développement.**

7.4.2.2 *Tourisme à haute valeur ajoutée plutôt qu'à haut volume*

Le Cabo Verde doit utiliser son levier économique de Tourisme à haut volume (1.2 million/an en 2024) pour développer un secteur touristique à haute valeur ajoutée avec des plans d'actions spécifiques pour les segments cités ci-dessous :

1. **Tourisme de santé et de Bien Être** : Des Centres Hospitaliers et Cliniques Haut de Gamme pour servir les Clientèles de l'UE et d'Afrique de l'Ouest.

2. **Initiative de Résidence Secondaire pour la Clientèle, spécialement des retraités aisés, de l'UE.**

3. **Positionnement premium-éthique**: Développer "low-footprint, high-spend" (séjours longs, culture, nature, , MICE), avec normes environnementales strictes et quotas par site sensible.

4. **MICE :MICE = Meetings, Incentives, Conferences, Exhibitions**

a. **Meetings (Réunions)** : Petits ou grands rassemblements professionnels, souvent organisés par des entreprises, ONG ou institutions publiques.

b. **Incentives (Voyages de motivation)** : Voyages offerts aux employés ou partenaires pour récompenser la performance, renforcer la cohésion ou stimuler les ventes.

c. **Conférences (Conférences)** : Événements structurés autour de présentations, panels et débats, souvent dans des domaines spécialisés (santé, tech, finance, etc.).

d. **Exhibitions (Expositions)** : Salons professionnels ou foires où les entreprises présentent leurs produits/services à des clients, partenaires ou investisseurs.

Les visiteurs MICE dépensent en moyenne 2 à 3 fois plus que les touristes classiques et ces événements peuvent être organisés hors saison touristique pour augmenter les taux d'utilisation tout en positionnant le pays comme hub régional pour les affaires et l'innovation.

Les touristes de santé et les propriétaires des résidences secondaires sont en fait des extensions de la population locale qui vont dynamiser les secteurs économiques locaux et générer des sources de revenus et de taxes additionnels pour l'état.

Tous ces nouveaux segments stimuleront davantage les secteurs connexes (hôtellerie, restauration, transport, services techniques) avec des contrats d'approvisionnement locaux obligatoires (agro, artisanat, services), taux d'intégration minimal, et incubateurs pour fournisseurs. Cependant, les autorités publiques doivent être extrêmement vigilants et mettre en place des mécanismes qui éviteront que les nouvelles infrastructures et aménagements ne viennent impacter négativement les capacités des populations locales d'avoir accès aux logements et aux infrastructures à des coûts abordables.

7.4.2.3 Économie bleue

Le pays possède un vaste potentiel dans l'économie bleue (produits de la pêche à valeur ajoutée, services maritimes) qu'il faut en plus exploiter avec de nouvelles initiatives :

- Aquaculture durable et algues : Licences conditionnées à des standards, clusters R&D-entreprises sur génétique/voies de valorisation.
- Transformation à froid et logistique : Hubs HACCP pour filet, conserve premium, et e-commerce frais.
- Biotechnologies marines : Partenariats avec universités et diaspora scientifique, IP locale codétenue.

7.4.2.4 Services numériques et à distance en soutien des pays lusophones

- BPO (Business Process Outsourcing) multilingue : Niche "qualité-compliance" (santé, finance, contenu), avec créneaux lusophones/francophones. Pour Externalisation de processus opérationnels standards, comme : Service client, Support technique, Gestion de paie, Saisie de données
- KPO (Knowledge Process Outsourcing) multilingue : Externalisation de processus à forte valeur intellectuelle, comme : Analyse financière, Recherche médicale ou juridique, Modélisation de données, Rédaction technique ou scientifique
- Multilingue : Capacité à offrir ces services en plusieurs langues (anglais, français, portugais, espagnol, etc.), ce qui élargit la clientèle et permet de viser des marchés spécifiques (Europe, Afrique, Amérique latine).

7.4.2.5 Infrastructures en logistique

Connectivité inter-îles et internationale

- Open skies calibré : Accords progressifs, droits de trafic contre liaisons régulières hors saison.
- Ferries rapides et billets intégrés : Horaires cadencés, billetterie unifiée, subventions à l'obligation de service public.
- Cargo aérien/mer froid : Chaîne du froid portuaire/aéroportuaire, pré-dédouanement numérique.
- Véhicules Electriques : Préparer et exécuter un programme national public et privé d'acquisition et d'exploitation de véhicules électriques pour diminuer les importations d'hydrocarbure et aussi réaliser un progrès dans la transition énergétique.

7.4.2.6 Gouvernance, Engagement PPP, et Prospérité Partagée

- **Guichet unique 100% numérique** : Création d'entreprise <48h, permis clés en 30 jours, "silence vaut accord".
- **Cadre PPP discipliné** : Unité PPP centrale, transparence des engagements, plafonds de dette implicite.
- **Zones de performance** : Incitations conditionnelles à l'emploi qualifié, export, décarbonation, avec "sunset clauses".
- **Rationalisation des subventions** : Ciblage des ménages vulnérables, Accompagnement des PME, Régime Intelligent de Crédits d'impôts pour le R&D.
- **Recettes modernes** : Facturation électronique, lutte antifraude, taxation verte graduelle.
- **Fiscalité Adaptée** : Le code des investissements doit être revu et adapté aux réalités locales de création et d'opérationnalisation des petites et moyennes entreprises et des grands projets. *Il est impératif de réduire les charges initiales.*
- **Filets sociaux liés à l'emploi** : Transferts contre formation et placement, crèches pour lever contraintes.

7.4.2.7 Diaspora et ancrage local

Il convient de rappeler qu'en 2023, les transferts de la diaspora ont représenté environ 270 millions USD, soit plus de 10% du PIB. C'est dire que la Diaspora joue déjà un rôle important dans l'économie du pays. Malgré les contributions actuelles, nous estimons que le potentiel de la diaspora reste largement sous-utilisé, notamment en matière d'investissement structuré et de transfert de compétences.

Le gouvernement cap-verdien doit, en partenariat avec des organisations internationales, s'engager à transformer la diaspora d'une source de revenus en un partenaire stratégique pour le développement économique.

Il ne s'agit plus seulement de compter sur les versements, mais de bâtir un partenariat économique stratégique en canalisant les flux financiers dans des fonds d'investissements vers les secteurs productifs et innovants pour contribuer au financement des chantiers proposés ci-dessus. Concrètement, le Cabo Verde pourrait :

1. **Créer un Agence Nationale Gouvernementale de la Diaspora** pour définir et mettre en œuvre le cadre politique et d'intervention de la Diaspora
2. **Définir un cadre fiscal Diaspora** avec des mesures incitatives en direction des projets de la Diaspora.
3. **Préparer un Guide, avec version en ligne, de l'investisseur de la Diaspora** pour orienter et assister les membres de la Diaspora dans leurs projets.
4. **Lancer et Gérer des Obligations diaspora et co-investissement:** Véhicules d'investissement stratégiquement structurés et domiciliés pour avoir accès à des capitaux compétitifs, transparents, pour des projets vérifiés et approuvés (bleu, ENR, santé).
5. **Gérer le Programme "retour des compétences" :** Packages fiscaux/relocation, missions courtes à fort impact.

Pour conclure, nous avons découvert avec une heureuse surprise que malgré des débuts difficiles durant les 15 premières années de souveraineté nationale, le Peuple et les Elites du Cabo Verde ont évité de s'enchaîner dans les « Structural Root Causes » qui sont en train de causer la perte du Burkina Faso. Mieux, depuis l'ouverture démocratique, nous avons exposé dans les sections du chapitre 6.0 comment tous les régimes politiques au Cabo Verde ont investi dans les prérequis et les axes prioritaires du développement pour faire entrer leur Pays dans l'étroit corridor des pays à revenus intermédiaire de la tranche supérieure. Avec des éléments objectifs, nous avons établi qu'il a été traditionnellement très difficile de quitter ce corridor pour faire une entrée sur l'autoroute des économies développées et avancées.

Alors, face aux forts vents contraires que constituent les vagues de populisme démagogique, les complications géopolitiques, démographiques, et environnementales (Impacts des Changements Climatiques) croissantes et un système d'ordre international de plus en plus sans lois, quelles sont les chances du Cabo Verde de réussir la prouesse de sortir du piège des pays à revenus intermédiaires ?

En tenant compte des facteurs différentiateurs spécifiques, des acquis, et des potentiels accessibles nous avons formulé un cadre stratégique d'actions composé de cinq (5) réformes et de sept (7) Chantiers ou Programmes que les Elites du Cabo Verde devraient essayer de mettre en œuvre. Nous avons la ferme conviction que le Peuple et les Elite du Cabo Verde sauront relever ces défis. Les réflexions et les recommandations contenues dans la présente publication constituent une partie de notre humble contribution dans le combat des africains pour un développement socio-économique pour une prospérité partagée.

NB : Merci d'envoyer vos commentaires, observations à :

ThinkTank MAKEDA Intelligence

Spero.mensah@jemsmartgroup.com ou contact@makedaintelligence.org



MAKEDA[®]

Intelligence

LABORATOIRE DE RÉFLEXION STRATÉGIQUE AFRICAIN

Contact

MAKEDA Intelligence — Là où l'Afrique s'exerce à la lucidité pour réaliser ses Grandes Ambitions.



COTONOU, BENIN



CONTACT@MAKEDAINTELLIGENCE.ORG



WWW.MAKEDAINTELLIGENCE.ORG



+1 425 241 8379 / +229 01 50 01 15 74